

**COMITE EUROPEEN INTERNATIONAL
SALONNAIS**

« SUBIR OU CHOISIR L'EUROPE »

Samedi 16 mai 2009

Compte rendu intégral des débats

Sommaire

Allocution p 3

de **Monsieur Michel Tonon**
Maire de Salon-de-Provence
Président de l'Agglopolé Provence

Allocution p 5

de **Madame Nicole Helsly**
Présidente du Comité Européen International Salonais

Table ronde p 7

« A quoi sert le Parlement européen » *Sa place dans le triangle institutionnel*

Par Madame Isabelle Coustet
Chef du Bureau d'Information du Parlement européen à Marseille

Par Madame Pauline Gessant
Secrétaire générale du Mouvement Européen France

Par Monsieur Romaric Roussel
Président des Jeunes Européens des Bouches-du-Rhône

Echange de point de vue p 17

Animé par Madame Pauline Gessant
Secrétaire générale du Mouvement Européen France

Monsieur José-Manuel Lamarque
Journaliste à France Inter

Monsieur Philip. Turle
Journaliste à Radio France Internationale

Remerciements p 45

Par Madame Pauline Gessant
Secrétaire générale du Mouvement Européen France

Prise de notes en sténotypie assurée
Par Mademoiselle Magali Guilleray
Sténotypiste de conférences

Michel TONON

Maire de Salon-de-Provence
Président de l'Agglopoles Provence

Je suis superbement bien entouré par Nicole Helsly — Présidente du C.E.I.S. — que je remercie très chaleureusement de ce qu'elle fait au quotidien, dans l'action qu'elle mène pour l'Europe et de ce qu'elle est également. En effet, je crois que sans le C.E.I.S., sans Nicole Helsly, nous n'aurions pas pu organiser comme nous avons pu le faire cette semaine d'information sur l'Europe et surtout cette semaine citoyenne. Je considère, et nous considérons tous, que ce qui va se passer dans les mois qui viennent, notamment dans un mois, sera un événement très important.

Je remercie aussi Anne-Marie Surlès qui au nom de la Commune a également suivi ce dossier. C'est la première fois que nous avons un élu désigné à l'Europe au sein de la ville de Salon-de-Provence et c'est Anne-Marie Surlès, l'élue qui suit tous ces dossiers.

Tout d'abord, je voudrais que nous les applaudissions toutes les deux car vous avez fait un travail remarquable pour l'organisation de cette journée. Je n'oublie pas toute l'équipe du C.E.I.S car c'est formidable ce qui se passe sur Salon-de-Provence.

Applaudissements

Ensuite, je voulais aussi saluer la présence dans la salle d'un certain nombre d'élus. Nous avons principalement mon ami Olivier Guirou, maire de La-Fare-les-Oliviers et Vice-Président de la Communauté d'Agglomération. D'autres élus sont présents comme l'ancien maire Joel Sylvestre que je salue ainsi que les élus de Pelissanne, de la Barben, de Lançon qui ont essayé, dans ces journées très chargées des mois de mai et juin, de se rendre disponibles. Ce qui montre à quel point la question de l'Europe doit, pour celles et ceux qui sont conscients des enjeux qu'elle représente, nous intéresser.

Tout à l'heure avant que nous ne montions sur scène, nous éprouvions une pointe de déception. En effet, nous avons toujours envie lorsque nous parlons de choses qui nous passionnent qu'un maximum de participants puissent écouter, notamment quand on sait la qualité de celles et ceux qui prendront la parole tout à l'heure.

Je salue Isabelle Coustet, Chef du Bureau d'Information du Parlement Européen à Marseille. J'excuse malheureusement — car elle aurait aimé être présente et elle l'était il y a quelques jours — Blandine Pellistrandi, Chef de la Représentation de la Commission Européenne à Marseille. Je remercie à la fois Romaric Roussel, Président des Jeunes Européens des Bouches-du-Rhône et Pauline Gessant, Secrétaire générale du Mouvement Européen France. Ils nous expliqueront à quoi sert le Parlement Européen.

Le plus important est le titre de cette manifestation. Je l'ai dit samedi dernier lorsque nous avons assisté aux différentes manifestations qui emportaient la jeunesse pour un défilé dans toute la ville (très joli défilé qui, je crois, a suscité l'intérêt). Il me semble que la question essentielle est « subir ou choisir l'Europe ». Tout est dans ces termes et je crois que nous n'avons pas à être déçus. Sont déçus ceux qui ne se battent pas donc ceux qui se battent ne peuvent pas être déçus. Nous pouvons perdre et être moins nombreux que prévu, certes, mais nous pouvons avoir l'esprit clair et

surtout le sentiment du devoir accompli en essayant de faire. Je crois que c'est à ceux qui agissent que l'avenir appartient. Je peux vous dire que tout ce qui a été organisé durant cette semaine restera inscrit dans l'histoire de notre Commune ainsi que dans l'inconscient de nos amis salonais. Je tenais vraiment à vous le dire, Nicole et Anne-Marie ainsi qu'à tous les bénévoles du C.E.I.S. car Dieu sait qu'ils passent du temps à se battre pour l'Europe. De toute façon, nous avons semé et les récoltes ont rarement lieu la semaine qui suit mais bien plus tard. Il est certain que nous récupérerons et que nous aurons contribué à faire avancer l'idée de l'Europe car c'est bien là l'essentiel.

Notre travers, ou celui auquel nous pouvons assister, est certainement le manque d'information. Les politiques, dont je fais partie, n'en parlent peut-être pas suffisamment ou plutôt de manière trop dévalorisante vis-à-vis de l'Europe, en se cachant. Dès que c'est mauvais, c'est l'Europe, dès que c'est bon c'est forcément la France. Parfois, il existe des choses complètement surprenantes. En effet, si nous voulions dégoûter les gens de ces questions européennes nous ne pourrions nous y prendre autrement que de présenter cette histoire du rosé quinze jours avant les élections européennes ! Lorsqu'il fait beau comme aujourd'hui, nous aimons boire un rosé bien frais et il est difficile d'imaginer que l'on puisse mélanger du rouge et du blanc, notamment dans le Sud de la France.

Bien sûr, c'est une banalité mais il me semble qu'il existe un enjeu à travers ces élections. D'abord pour les républicains, les démocrates que nous sommes ici dans cette assistance, qui avons comme référence l'importance que représente le geste de voter, la capacité que nous avons à voter et qui est une chance exceptionnelle. Nous faisons partie de l'infime minorité des habitants de cette planète à avoir la possibilité de voter. Que nous ne l'utilisions pas et que nous nous retrouvions encore une fois, et c'est ma hantise, proches de 58 % d'abstentionnistes comme lors des dernières élections européennes serait un crève-cœur.

Et puis l'autre question à laquelle nous avons à répondre et à laquelle les éclairages qui vont être faits sur l'Europe compléteront notre information, est de savoir pourquoi nous votons. Il existe une vraie nécessité de voter, c'est le pré-requis initial, mais en connaître la raison est également très important. Il faut donc informer et c'est ce que nous essayons de faire aujourd'hui. Je m'y étais engagé lors de mes vœux vis-à-vis de la population et nous l'avons fait. C'est important de donner de la connaissance, qui est un élément d'émancipation. D'abord, il faut voter, ensuite il faut savoir pourquoi et pour qui nous votons. C'est un élément important mais le second ne pourrait se substituer au premier et réciproquement. Il faut véritablement que les deux soient mis en place et c'est ce qui va être fait cet après-midi.

Encore une fois, je tiens très modestement et très simplement à vous dire — vous tous qui êtes présents dans la salle comme toutes celles et ceux qui vont intervenir cet après-midi — que nous faisons notre devoir de citoyens car c'est important. Rien n'est jamais acquis, surtout la démocratie et la liberté. Je crois qu'être présent dans les rendez-vous comme celui-ci contribue à continuer à lever la tête et à pouvoir choisir notre avenir.

Voilà ce que je voulais vous dire et encore une fois un grand merci à tous ceux qui se sont largement impliqués pour que cette semaine soit superbe. Vive l'Europe ! Merci !

Applaudissements

Nicole HELSLY

Présidente du Comité Européen International Salonais

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Elus, Mesdames et Messieurs. Au nom du Comité Européen International et Salonais, je vous remercie de votre présence cet après-midi, dernière manifestation des « 7 jours pour l'Europe » qui ont connu un vrai succès. Cette semaine a été réussie grâce au travail et à la compétence de mes collègues du C.E.I.S., que je remercie très chaleureusement, et bien sûr au soutien de la ville de Salon-de-Provence.

Merci à vous, Monsieur le Maire et au Conseil municipal, de nous avoir fait confiance car sans votre appui moral et financier, sans votre aide, sans celle du Conseil Régional et du Conseil Général, rien n'aurait été possible. Pourtant, dans cette période de crise, il est nécessaire et fondamental de pouvoir rappeler dans le débat public, que nous avons connu dans un passé relativement proche, d'autres moments encore plus dramatiques et difficiles.

Après des siècles de conflits, en trente ans, de 1914 à 1945, l'Europe a connu deux guerres mondiales, des millions de morts, une dépression économique majeure, deux totalitarismes — le nazisme et le stalinisme — qui l'ont laissée exsangue. Et c'est grâce à la construction européenne que ces peuples divisés ont pu revivre et prospérer dans la paix.

Aujourd'hui, personne ne mesure le courage extraordinaire et la volonté hors du commun qu'il a fallu aux Pères Fondateurs, Jean Monnet, Robert Schuman et autres humanistes, pour faire accepter une idée simple et pourtant combien révolutionnaire de faire vivre ensemble dans la réconciliation, la paix et la solidarité, des peuples qui s'étaient tellement combattus et qui se haïssaient. Est-ce dû aux conditions difficiles de sa naissance, à la discrétion de son développement ou à la mauvaise foi des politiques, mais rarement l'Europe a suscité enthousiasme et reconnaissance de la part des peuples dont elle contribue à améliorer la vie.

Il est important que tous les citoyens qui ont une conscience éclairée du besoin d'Europe travaillent en synergie pour se faire entendre, se faire comprendre et pour convaincre. Alors, je remercie toutes les Personnalités qui ont accepté de venir aujourd'hui à Salon-de-Provence pour animer nos débats.

Pour ne pas subir mais pour choisir en toute connaissance de cause quand vous voterez le dimanche 7 juin, il est indispensable de connaître comment fonctionne l'Union européenne. C'est ce que nous allons expliquer cet après-midi et je remercie les personnalités qui vont animer la table ronde. M. le Maire les a présentées, je remercie Isabelle Coustet qui est souvent à Salon, chaque fois que je le lui demande ; Romaric Roussel qui montre l'implication des jeunes européens ; Pauline Gessant, que je remercie d'avoir accepté de venir. Vous aviez remarqué que sur le programme, c'était Christian Philip qui devait être là mais il a été empêché. Très gentiment Pauline Gessant a accepté d'être présente. Nous l'avons connue comme Présidente des Jeunes Européens France et nous avons été séduits par son dynamisme et sa vivacité à l'image de la Présidente nationale que vous remercieriez de ma part, Sylvie Goulard. Chaque fois que Sylvie Goulard est venue à Salon, elle nous a enthousiasmé. Je la remercie car, elle aussi, a toujours été un support et un soutien très précieux pour moi. Et puis mon amie Blandine qui était là jeudi avec une extinction de voix et qui tout à l'heure nous a appelé vraiment catastrophée de ne pouvoir

être présente. Je voulais la remercier particulièrement car c'est grâce à elle que nous avons la chance d'avoir à Salon-de-Provence aujourd'hui deux grands journalistes que je remercie infiniment : José-Manuel Lamarque que vous entendez sur France Inter et P. Turle sur Radio France Internationale. Messieurs, merci de venir échanger vos points de vue, votre vision de l'Europe et de répondre aux questions que le public ne manquera pas de vous poser.

Je vous remercie.

Applaudissements

« A quoi sert le Parlement européen » Sa place dans le triangle institutionnel

Isabelle COUSTET

Chef du Bureau d'Information du Parlement européen à Marseille

Pauline GESSANT

Secrétaire générale du Mouvement Européen France

Romaric ROUSSEL

Président des Jeunes Européens des Bouches-du-Rhône

Mme COUSTET.- Il est vrai que nous avons la chance aujourd'hui d'avoir deux grands journalistes qui connaissent non seulement très bien les questions européennes institutionnelles mais aussi l'Europe en particulier avec toutes ses traditions. Peut-être qu'ils nous donneront un autre éclairage que notre éclairage parfois franco-français et régional. Je vais être assez brève, d'abord pour laisser la parole aux jeunes européens qui sont tout de même les acteurs clefs de ces élections européennes mais aussi parce que je viens également souvent à Salon-de-Provence.

Pour ceux qui ne me connaissent pas je vais me présenter encore. Je suis fonctionnaire du Parlement européen et en charge de l'information dans cette grande région du Sud-est que forme la circonscription électorale européenne qui est Rhône-Alpes, Provence Alpes Côte d'Azur et Corse. Vous voyez bien que c'est un territoire assez vaste pour nos députés européens mais c'est leur circonscription électorale. Dans cette circonscription, il faut élire treize députés européens. Notre chiffre ne changera pas. Il change au niveau national mais pas au niveau régional. Nous avons treize députés et nous en aurons toujours treize. Ce territoire est immense — environ 10 millions d'habitants, 7 millions d'électeurs — avec des spécificités régionales très différentes. Notre Bureau d'Information se concentre sur ce territoire, ce qui est déjà beaucoup. Nous n'arrivons pas à tout faire et nous avons besoin de relais comme l'est le C.E.I.S. que je remercie encore ainsi que la ville de Salon-de-Provence qui relaie extrêmement bien l'information sur les Affaires européennes.

Notre rôle est de communiquer plus sur le Parlement européen que sur l'Union européenne en général. Le message principal de la Direction de la communication du Parlement européen est de dire aux citoyens : « *vous avez des élus et ces élus ont du pouvoir. Ne croyez pas que les décisions européennes ne sont prises que par des technocrates* ». J'en parle car je suis aussi une technocrate, je ne suis pas une élue. L'idée est de combattre cette idée reçue que les décisions européennes seraient prises par des gens qui ne seraient pas élus et qui se trouveraient à la Commission européenne. C'est faux, la Commission européenne ne fait que proposer et ensuite les décisions sont prises par des politiques. Notre but au Parlement européen est de faire connaître ces politiques ainsi que l'institution en tant que telle. Voilà pour cadrer mon message et mon rôle par rapport à la représentation de la Commission européenne qui existe aussi en région et qui est très bien

représentée par Blandine Pellistrandi, qui aurait dû être à mes côtés mais qui vraiment n'avait plus de voix parce qu'elle aussi travaille beaucoup en cette période.

Sur cette longue introduction, quelques mots pour répondre à la question qui nous amène autour de cette table ronde : à quoi sert le Parlement européen ?

Je vais demander à M. Dufour de montrer les visuels de la campagne d'information du Parlement européen. Pour cette élection, nous avons tenté de mettre en œuvre une campagne d'information basée non pas sur un appel au civisme des européens — « venez voter aux élections européennes parce que vous faites partie d'un grand ensemble et ainsi vous oeuvrez à la construction européenne » — mais sur ce que l'Europe pourrait apporter aux citoyens.

Je vais tenter d'expliquer les trois pouvoirs du Parlement européen via ces visuels.

➤ Je vais commencer par le pouvoir budgétaire.

- « Europe, où investir notre argent ? »

C'est une question qui se pose aux élections européennes, pourquoi ? Vous voyez sur le visuel trois options possibles qui sont l'éducation, l'agriculture ou la recherche. Il faut savoir que le premier pouvoir du Parlement européen est un pouvoir budgétaire. Chaque année, il va co-décider avec les ministres des Etats membres des orientations du budget de l'Union européenne. Est-ce que nous allons mettre plus au programme Erasmus, est-ce que nous allons mettre davantage pour les aides au développement régional ou pour développer la recherche etc.

C'est à l'intérieur de cette enveloppe annuelle — d'environ 116 milliards d'euros — que le Parlement a un pouvoir sur un certain nombre de dépenses dites non-obligatoires. Evidemment, pour les dépenses obligatoires, ce n'est pas lui qui a le dernier mot mais les ministres des Etats membres. La Politique agricole commune fait partie de ces dépenses obligatoires mais si le traité de Lisbonne entre en vigueur les choses pourraient changer dans l'année qui vient. Ainsi, le Parlement que vous allez élire a ce pouvoir d'orientation sur un certain nombre de dépenses où il a le dernier mot comme sur la Politique agricole commune par exemple. Ainsi, en votant aux élections européennes vous pourrez choisir le parti qui développera les options qui vous semblent importantes et ce qu'il faudrait faire au niveau européen : plutôt une Politique agricole commune, plutôt de l'éducation, plutôt de la recherche. Sur le visuel nous avons pris ces trois thèmes mais il en existe bien d'autres comme la politique étrangère, etc. Nous avons choisi les thèmes qui intéressent le plus les citoyens car il s'agissait de leur parler très rapidement sur un visuel.

Encore deux mots sur le pouvoir budgétaire. Tout cela est assez relativisé par le fait que le budget de l'Union européenne n'est pas un budget très important. 116 milliards d'euros par an peuvent sembler importants mais ce n'est pas le cas. Dans une fédération par exemple, le budget de l'Etat fédéral ou de la fédération d'Etats est de l'ordre de 20 % de l'ensemble des budgets des Etats qui la composent. Pour l'Union européenne, ce n'est pas le cas, nous sommes à 1,04 %. Ainsi, la première décision serait peut-être, pour faire tout ce que nous devons faire au niveau européen, d'augmenter le budget de l'Union européenne. C'est une décision qui relève encore de nos chefs d'Etat et de gouvernement. Le premier pouvoir du Parlement européen est un pouvoir d'orientation budgétaire annuel qui ira en s'accroissant si le traité de Lisbonne est ratifié et s'il entre en vigueur en 2010 par exemple. C'est déjà un enjeu important.

➤ Le deuxième pouvoir du Parlement européen est un pouvoir législatif. Pour ce thème, nous avons pris des visuels sur lesquels nous avons essayé d'illustrer un certain nombre de questions qui concernent notre vie quotidienne et qui sont des enjeux au Parlement européen.

- Quel type d'énergie souhaitons-nous ?

Vous avez un interrupteur qui vous demande de choisir l'énergie souhaitée : nucléaire, éolien, fossile, solaire. Le Parlement européen a voté en co-décision sur la question du fameux paquet « Energie-Climat » qui est un ensemble de directives qui visent à respecter dans l'Union européenne nos engagements du Protocole de Kyoto. Parmi ces directives, il y en a une qui concerne les énergies renouvelables et nous avons également dans l'ensemble de ce paquet trois objectifs. Si on met en oeuvre ces obligations du paquet « Energie-Climat », en 2020 l'Union européenne devrait :

- ❖ avoir dans son mix énergétique 20 % d'énergie renouvelable ;
- ❖ réduire également l'émission de gaz à effet de serre de 20 % par rapport à la production de 90 ;
- ❖ renforcer l'efficacité énergétique de tout ce qu'elle fait de 20 % également.

Ce sont des objectifs très clairs. Pour les mettre en oeuvre, il faut des textes obligatoires, juridiquement applicables qui sont adoptés par le Parlement européen. Cette question relève donc directement du Parlement européen et des choix que vous ferez aux élections européennes le 7 juin.

- Quelle agriculture pour notre alimentation ?

Vous avez trois pommes, une biologique, une OGM et une conventionnelle. La question de savoir si nous autorisons les cultures OGM sur nos territoires est aujourd'hui de la compétence de l'Union européenne.

- Jusqu'où doit-on standardiser ?

Cela semble un peu caricatural, parfois même un peu réducteur. J'ai vu qu'il y avait eu un sujet sur France 2 concernant la taille des bananes. Pourquoi l'Union européenne devrait-elle calibrer la taille des bananes ? Tout simplement parce que les produits circulent librement dans cet ensemble qu'est l'Union européenne. Il existait déjà une politique de normalisation au niveau national, il faut la reprendre au niveau européen. Cette question n'est pas si anecdotique que cela. Jusqu'où devons-nous standardiser signifie également de façon plus générale qu'est-ce que nous devons régler au niveau européen et qu'est-ce que nous devons régler au niveau national ? Par exemple, l'éducation relève-t-elle du domaine de compétence nationale ou de celui européen ? Aujourd'hui, elle relève du domaine de compétence nationale mais il existe certaines choses que nous pouvons faire au niveau européen comme le programme Erasmus. Cette question amène quelque peu l'électeur à se poser la question sur l'objet même de ce qui fait le pouvoir législatif du Parlement européen.

- Comment concilier vie familiale et professionnelle ?

Nous abordons des sujets beaucoup plus pratiques. Je vous ai parlé de grands sujets législatifs qui sont très importants pour notre avenir. Une idée circulerait sur le fait que nous ne nous occupons que de grands sujets comme le protocole de Kyoto, les relations diplomatiques avec la Russie ou les Etats-Unis, etc. ou de choses très anecdotiques comme la standardisation ou la taille des bananes. Cependant, il existe d'autres textes importants qui concernent plus particulièrement notre vie quotidienne et qui sont traités au niveau européen. En ce moment, il y a sur la table du Parlement européen un projet de directive visant à allonger le congé maternité dans l'Union européenne. Vous savez que c'est une question qui fait débat car il est plus ou moins long selon les pays. Plus généralement, nous pouvons nous poser la question sur de nombreuses mesures qui permettent aux femmes d'avoir une vie professionnelle tout en travaillant. En effet, aujourd'hui la réalité est que les femmes portent beaucoup de tâches ménagères, de moins en moins celles des enfants mais ce n'est pas encore un partage égal des tâches dans la vie privée. L'Union européenne réfléchit donc à mettre en oeuvre des mesures qui nous permettent de concilier ces deux objectifs. Il existe encore d'autres sujets importants qui ne sont pas évoqués ici mais dont je voudrais parler.

- ❖ Durant la mandature 2004/2009, un grand dossier législatif a été traité au Parlement européen, le fameux règlement Reach. Ce règlement vise à protéger les citoyens dans leur exposition

quotidienne aux substances chimiques qui nous entourent. Vous trouverez sans doute dans cette table — même si je ne sais pas de quoi elle est faite — du formaldéhyde qui est une substance dont nous ne connaissons pas vraiment les effets sur la santé humaine à long terme. Je ne veux pas vous inquiéter mais il existe dans tous les produits qui nous entourent plus de 100 000 substances chimiques dont nous voudrions connaître les effets à long terme.

Evidemment, ces substances chimiques sont plus ou moins dangereuses et la législation de l'Union européenne visait, jusqu'à présent, à avoir recours à des autorités nationales pour tester toutes ces substances au fur et à mesure. Il fallait les enregistrer et si nous considérons qu'elles pouvaient être dangereuses à long terme les substituer à d'autres. Le problème est que nous avons de plus en plus de nouvelles substances et que nous n'arrivons pas à suivre le rythme.

Reach est un règlement européen qui oblige les entreprises à faire elles-mêmes ce travail. C'est-à-dire que lorsqu'elles veulent commercialiser un produit dans l'Union européenne, ce sont elles qui doivent donner la composition de ce produit et donner les informations sur toutes les substances chimiques qui le composent. Evidemment, nous examinons en priorité un certain nombre de substances chimiques dont nous considérons qu'elles sont dangereuses. Vous imaginez bien que c'est un travail colossal sur le plan législatif car il existe deux grands intérêts :

- l'intérêt de santé publique. En effet, nous constatons aujourd'hui une augmentation du nombre de cancers et d'allergies que nous n'expliquons pas sur le long terme. Je ne dis pas que c'est dû à l'exposition aux substances chimiques mais nous ne le savons pas ;

- l'intérêt industriel car parallèlement nous essayons de garder une industrie européenne compétitive en ne donnant pas trop d'obligations aux industriels.

Cet arbitrage entre ces deux intérêts est un énorme et long processus législatif qui s'est déroulé au Parlement européen pendant trois ans. Aujourd'hui, ce règlement est en vigueur. Il va même sans doute devenir un des standards dans le monde concernant l'enregistrement des substances chimiques dans les produits de consommation courante. C'est un gros travail législatif qui concerne notre vie quotidienne.

❖ Un autre exemple, la réduction du prix des appels téléphoniques à partir de son portable à l'intérieur même de l'Union européenne. Vous savez qu'avant 2007, lorsque vous téléphoniez en Italie ou en Belgique à partir de votre portable français, vous aviez des différences de prix colossales qui n'étaient pas justifiées dans un espace de vie tel que l'Union européenne. Un espace dans lequel nous voulons développer des échanges entre les hommes et dans lequel il existe une intégration législative importante. Nous avons donc demandé aux opérateurs de téléphonie mobile de baisser leurs tarifs au sein de l'Union européenne, ou de ce que nous appelons l'itinérance mobile — c'est-à-dire lorsque vous passez d'un réseau à un autre —, ce qu'ils n'ont pas fait. Il a fallu légiférer pour cela. Il y a eu une législation en 2007 qui a été renouvelée cette année, notamment pour inclure l'envoi des SMS et l'utilisation d'Internet.

Vous savez également que si vous avez un appareil de téléphonie mobile qui vous permet de consulter Internet, dès que vous passez une frontière il vaut mieux ne pas utiliser l'option sinon vous risquez d'avoir de grosses surprises sur votre facture. La législation européenne vise à instaurer un plafond et à informer le consommateur. Elle vise donc en quelque sorte à moraliser le marché à l'intérieur de cet espace de vie qui est le nôtre, l'Europe.

Je vais m'arrêter dans les exemples législatifs.

Vous allez me dire concernant tous ces textes européens que ce sont les ministres de nos Etats membres qui décident. C'est faux ! Sur l'ensemble de ces textes, hormis la Politique agricole commune et les pommes OGM, le Parlement européen a un pouvoir de co-décision. Cela veut dire qu'en fait la Commission européenne envoie sa proposition et si le Parlement européen et le Conseil

n'arrivent pas à se mettre d'accord, il n'y a pas de texte. Ils sont un peu comme deux Chambres d'un pouvoir législatif. Vous auriez l'Assemblée nationale qui serait le Parlement européen élu au suffrage universel direct et le Sénat qui serait le Conseil des ministres des Etats membres. Je reviendrai sur la procédure législative si vous avez des questions.

Aujourd'hui le Parlement européen a ce pouvoir de co-décision dans 80 % des questions traitées au niveau européen. Non seulement l'Union européenne concerne notre vie quotidienne dans les décisions qu'elle prend mais en plus les députés européens que nous allons élire le 7 juin ont un réel pouvoir. Ils votent tous personnellement sur ces questions. Je ne reviens pas sur les pouvoirs au sein même du Parlement européen.

➤ Le troisième pouvoir du Parlement européen est le pouvoir politique, de contrôle des autres institutions. Etant la seule institution élue au suffrage universel direct, c'est le Parlement européen qui va contrôler la Commission européenne. Il l'investit, dans une certaine mesure, mais surtout il peut la démettre ou voter sa censure. Il ne va pas pouvoir exercer le même contrôle sur le Conseil des ministres ou sur le Conseil européen puisque ce sont les chefs d'Etats et de gouvernement qui sont élus sur la base d'une élection nationale. Le Parlement européen ne peut donc pas démettre notre Président de la République qui est issu d'une élection nationale française au suffrage universel direct. En revanche, il contrôle la Commission européenne et l'implication qu'elle peut avoir dans les textes qui sont ensuite votés.

➤ De plus, le Président de la Commission européenne doit être choisi dans la majorité sortant des urnes au moment des élections européennes. Les élections européennes de juin lancent le coup d'envoi du renouvellement des institutions européennes pour cinq ans. Le Président de la Commission européenne, qui est nommé par les chefs d'Etats et de gouvernement — nos Présidents de la République et Premiers ministres de tous les Etats membres de l'Union européenne — doit normalement être choisi dans la majorité du Parlement européen. Cet enjeu politique est important. Il n'est peut-être pas assez relayé par les partis politiques européens qui devraient, à l'occasion des élections européennes, jouer le jeu de cette logique institutionnelle en vous proposant une personne candidate à la Présidence de la Commission européenne. Cela pourrait être un enjeu des élections européennes.

Je pense que j'ai été un peu trop longue sur les pouvoirs du Parlement mais au moins j'ai essayé de vous brosser les trois grands pouvoirs et surtout de combattre ces deux idées reçues qui sont :

➤ que l'Union européenne ne nous concernerait pas. C'est faux, tous les jours elle nous concerne et pas seulement de façon anecdotique mais dans de grands enjeux très importants dans notre vie en société ;

➤ que vos parlementaires européens ont un pouvoir et que le Parlement n'est pas qu'une vague chambre d'enregistrement. Non seulement les députés appartiennent à un des deux grands groupes politiques au Parlement européen mais ils ont un réel pouvoir et seront rapporteurs un jour ou l'autre sur une question fondamentale même s'ils ne sont pas dans la majorité parlementaire au Parlement européen. Cela aussi est une caractéristique du Parlement européen.

Faites donc attention, regardez les programmes et essayez de faire voter autour de vous.

Applaudissements

P. GESSANT.- Merci Isabelle pour ce tableau très complet des pouvoirs du Parlement européen.

Ce qui me semble vraiment important par rapport à ce que vous disiez, Isabelle, c'est que ce Parlement est vraiment l'Institution qui représente les citoyens européens. Lors des dernières élections, un des slogans était : « *Le Parlement européen, ma voix en Europe* ». Il est vraiment

l'institution qui représente les citoyens. Ce lien entre les citoyens et le Parlement est donc excessivement important et la perception que peuvent en avoir les citoyens européens est quelque chose de déterminant. En effet, comme c'est l'institution qui les représente, si la perception est mauvaise cela posera tout de même un sérieux problème.

Un Eurobaromètre datant d'avril — l'Eurobaromètre est l'outil de sondages au niveau européen — indiquait que le Parlement européen était l'institution européenne dans laquelle les citoyens européens avaient le plus confiance. Le pourcentage était d'environ 45 %, ce qui est en légère baisse mais qui reste supérieur au Conseil ou à la Commission européenne. C'est donc tout de même une institution sur laquelle les citoyens comptent.

Un certain nombre de chiffres récents sont assez interpellant. Un sondage — sorti la semaine dernière et ne concernant que la France — signale que 54 % des Français se déclarent intéressés par les élections, donc plus d'un Français sur deux se posent des questions. Seuls 19 % des interrogés déclarent n'être pas du tout intéressés. Plus de la moitié des Français sont donc intéressés. Un chiffre devrait faire, à mon sens, réfléchir les partis politiques : 61 % des interrogés ont annoncé qu'ils allaient se prononcer par rapport aux enjeux européens et non par rapport aux enjeux nationaux. En effet, nous avons quelque peu l'impression qu'aujourd'hui la campagne porte davantage sur des enjeux nationaux que sur les enjeux européens.

Vous pouvez me dire que ces chiffres sont intéressants mais qu'au vu des prévisions concernant le taux de participation dans les sondages ils paraissent beaucoup moins satisfaisants. En effet, nous avons une intention de vote à 34 % au niveau européen. Intention de vote qui descend même à 17 % en Pologne et 21 % en Autriche. Pour l'instant en France, nous sommes autour de 47 % (source : Eurobaromètre, avril 2009). Plus inquiétant encore, seulement 16 % des sondés au niveau européen sont capables de citer la date des élections. C'est quelque chose, en tant qu'associatif sur le terrain, que je ressens tous les jours. Lorsque je vais sur le marché ou lors d'une manifestation pour distribuer mes tracts et que je demande à des personnes si elles savent pourquoi je suis là et ce qui se passe le 7 juin, elles me répondent par la négative car généralement elles ne sont pas au courant. C'est quelque chose qui est interpellant.

Nous pouvons nous demander pourquoi nous avons le sentiment que les gens ne sont pas au courant alors que le Parlement européen a un pouvoir important et que c'est l'institution qui nous représente. Pourquoi cette faible participation ?

➤ Tout d'abord parce que d'une manière générale, il existe une faible connaissance de l'Union européenne et du Parlement européen. D'où, tout l'honneur de cette campagne menée pour la première fois de manière européenne. En effet, un ensemble de visuels ont été décidés au niveau européen et diffusés ensuite dans chaque pays. Sur les douze, chaque pays en a choisi cinq ou six car ils ne pouvaient pas utiliser les douze.

Pour la première fois, il y a une vraie campagne de communication européenne. C'est un vrai effort de la part des institutionnels, du Parlement européen pour communiquer au niveau européen et au niveau national. Nous ne pouvons pas en dire autant des partis politiques. Pour l'instant, la campagne a très peu commencé et a davantage porté sur la nomination des têtes de liste ou des listes que sur le fond. Ce n'est donc pas étonnant que les citoyens ne se sentent pas vraiment préoccupés par ces élections.

➤ Il faut également prendre en compte le désintérêt des médias. Cela ne concerne pas les deux journalistes qui nous rejoindront tout à l'heure mais cela reste une généralité. Les médias parlent peu d'Europe ou alors de manière très négative. Lorsque vous parlez pendant 365 jours de manière négative de l'Europe et que vous ne parlez pas du tout du Parlement européen, vous ne pouvez pas espérer que du jour au lendemain les gens se réveillent et disent « *ah, il y a des élections, il faut que j'aille voter* ».

Encore un exemple : la semaine dernière sur une grande chaîne de télévision, un journal matinal évoquait la présentation de la campagne européenne de l'UMP par le Président de la République. Le journaliste n'a cité que le bilan qu'a fait le Président à mi-parcours de son mandat. Ce qui ne représentait réellement que deux minutes et demie d'un discours qui a duré une bonne demi-heure. C'est la seule chose que le journaliste ait retenue. Il est donc un peu compliqué de faire comprendre les enjeux européens qui sont derrière ces élections !

Comment faire en sorte que les gens se saisissent de ces enjeux ? Il existe un double enjeu extrêmement important dans ces élections :

- d'abord un enjeu civique. En effet, si le Parlement européen est élu avec 30 % de participants, les députés européens auront du mal à légitimer leur mandat ;
- ensuite, un vrai enjeu politique. Il faut vraiment prendre conscience qu'en fonction du vote que vous ferez le 7 juin vous donnerez une impulsion vers tel sens ou vers tel autre de la politique. On a parfois l'impression qu'au Parlement européen tout se décide entre les grands groupes — le PPE, le PSE — et que de toute façon que l'on vote à gauche ou à droite, cela ne changera rien. Pourtant, il existe de vrais clivages.

Dans une récente étude concernant les votes des dernières directives prises au Parlement européen, on constate vraiment qu'en fonction de la directive, les députés européens socialistes, UMP, Vert, du Centre, etc. ont eu des votes réellement « *clivants* ». C'est la même chose pour les programmes, même si je vous concède que, pour l'instant, il est un peu difficile de les comparer car les programmes des partis sont peu sortis. Cependant en fouillant sur Internet, vous remarquerez que sur les grandes questions économiques et sociales, celles liées à l'élargissement, à la Turquie, aux Affaires intérieures, à la liberté ou la sécurité, vous avez de vraies différences dans les programmes. Le vote du 7 juin est donc un réel enjeu politique puisqu'il déterminera l'orientation des politiques que suivra, ensuite, l'Union européenne.

Les gens me disent parfois que de toute façon c'est la Commission européenne qui décide de tout et ils ne comprennent donc pas très bien l'intérêt de leur vote. Comme le disait Isabelle, la Commission européenne propose mais ensuite c'est bien le Parlement et le Conseil qui décident. Par le passé, le Parlement européen a déjà refusé certaines directives, ce fut le cas pour la directive sur la libéralisation des services portuaires. Quelquefois, il a même demandé la réécriture de directives, comme la fameuse directive « services » dont la version que nous connaissons aujourd'hui est très différente de la version proposée par la Commission. En effet, les députés européens se sont mobilisés pour la réécrire afin de l'adapter davantage à la demande des citoyens européens.

Il faut tout de même être conscient que ces difficultés de lien entre le Parlement européen et les citoyens européens sont relativement normales. D'abord, parce que nous n'élisons le Parlement européen au suffrage universel direct seulement depuis trente ans. Cela reste très récent. Ensuite, parce que le Parlement européen est la seule assemblée transnationale élue au suffrage universel direct dans toute la planète. C'est un outil nouveau et il faut donc créer l'espace citoyen qui lui correspond. Pour créer cet espace citoyen, au-delà des acteurs associatifs — comme ici à Salon-de-Provence ou ailleurs en Europe — qui se battent au quotidien ou comme les relais institutionnels qui font de l'information sur ce que fait le Parlement, nous avons des acteurs particulièrement importants qui, à mon sens, ne jouent pas leur rôle. Ce sont les partis politiques.

Il est important de recadrer les responsabilités. Au niveau national, ce sont les partis politiques qui font le lien entre l'électeur et ses représentants. Au niveau européen, nous avons encore beaucoup de mal à faire ce lien. D'abord, parce que dans le cadre de la campagne, comme je le disais tout à l'heure, nous avons très peu débattu du fond, de l'orientation que nous voulons donner à l'Union européenne. La question du budget, dont parlait Isabelle tout à l'heure, est fondamentale. Pourtant aujourd'hui, nous ne savons pas vraiment quelles sont les priorités des différents partis par rapport à cette question.

L'année prochaine, va débiter la révision de la politique régionale, des fonds structurels qui viennent financer de nombreux projets dans nos régions. Il est important de connaître la position des candidats sur cette question. D'autant que, comme je l'ai évoqué, 61 % des Français souhaitent que les élections portent sur des enjeux européens et non pas sur des enjeux nationaux. Or aujourd'hui, nous avons un peu l'impression que l'enjeu des élections consiste à être « contre » Nicolas Sarkozy ou « pour » le bilan de la présidence française de l'Union européenne. En revanche, connaître les positions soutenues est beaucoup plus difficile.

Il faut vraiment que ce débat sur les élections soit réellement politisé et que les vraies questions soient posées : quelles sont les priorités ? Que voulons-nous pour le futur de l'Union européenne ? Peut-être, comme Isabelle l'évoquait, préciser également quel serait le candidat à la Présidence de la Commission européenne si le parti l'emportait de façon majoritaire au Parlement européen. Ainsi, vous donnerez un visage, une visibilité à votre vote : *« si je vote pour tel ou tel parti, c'est plutôt M. Untel ou Mme Untel qui prendra la tête de la Commission et qui dirigera cet organe qui propose la législation européenne. »* Or aujourd'hui, tous les partis ne se sont pas entendus. Parfois même, il existe des accords qui dépassent les clivages partisans, ce qui est — je vous le concède — déroutant pour l'électeur. En effet, il peut se dire que son vote n'a pas de valeur puisque les partis se sont mis d'accord. Il me semble que les partis politiques doivent avoir une prise de conscience importante.

Je crois également que nous avons besoin de candidats qui soient convaincus par l'Europe. Des candidats qui y vont parce qu'ils y croient et non pas parce qu'il leur faut un parachute doré, libérer une place ou parce qu'ils ne sont plus très bien là où ils sont ! Il faut des candidats qui aient un minimum d'expérience dans les questions européennes. Malheureusement, ce n'est pas le cas dans tous les pays y compris en France où nous ne laissons pas un bon député européen poursuivre sa carrière. C'est un phénomène un peu déroutant qui dépasse complètement les partis. Ce n'est donc pas une question partisane. Par exemple, vous êtes un bon député européen et vous passez beaucoup de temps à Strasbourg et à Bruxelles parce que vous avez une session par mois à Strasbourg et des commissions à Bruxelles. Ensuite, vous rentrez dans vos circonscriptions pour expliquer ce qui se passe. Vous passez beaucoup de temps à travailler et vous êtes donc moins présent à Paris, au siège du parti. Ce qui reste logique puisque vous ne pouvez pas être partout. Le problème c'est que les députés européens qui sont reconduits sont ceux qui passent du temps à Paris, au siège du parti, et qui par conséquent ne sont pas longtemps à Strasbourg ou à Bruxelles. Il me semble important que nous reconnaissons les compétences de nos députés européens et que les partis les soutiennent et les reconduisent. En Allemagne, par exemple, la plupart des députés européens font trois ou quatre mandats. Ce sont des gens qui ont une réelle expérience et qui sont reconnus. Etre député européen devient donc un enjeu et non pas une voie de secours.

Enfin, je voudrais évoquer le problème du cumul des mandats. Comme Isabelle l'a dit, la circonscription est déjà très grande et si vous devez faire la navette entre Strasbourg, Bruxelles et votre circonscription avec un poste ailleurs qui implique d'autres responsabilités, cela devient assez compliqué.

Vous l'aurez compris, mon sentiment est de dire : certes, nous avons l'impression que les citoyens ne veulent pas aller voter, c'est probablement parce qu'ils ont une mauvaise connaissance de l'Union européenne, que les médias, les partis politiques et les candidats ont un rôle important qu'ils ne jouent pas. Pourtant, ces élections représentent de vrais enjeux. Si vous êtes présents aujourd'hui c'est que vous avez saisi ces enjeux et que vous irez voter le 7 juin. Communiquez ces enjeux autour de vous, notamment à votre famille. Parfois, on est très étonné lors d'un repas de famille d'apprendre que son oncle n'a pas l'intention d'aller voter. L'Europe, c'est la politique des petits pains et c'est la même chose pour aller voter. Vous en parlerez à deux, trois personnes qui en parleront à deux ou trois personnes et cela pourra faire monter le taux de participation de 10 %. Je compte vraiment sur vous parce que nous faisons notre maximum sur le terrain pour inciter les gens

à aller voter. Je pense que c'est le rôle et la responsabilité de tout citoyen non seulement d'aller voter mais également de communiquer cette envie d'aller voter.

En effet, on ne peut pas dire que l'Europe ne correspond pas à ce que l'on veut si le jour où on a la possibilité de s'exprimer on reste chez soi ou devant un match de foot à la télévision !

Applaudissements

M. ROUSSEL.- A vos côtés, je n'ai guère de légitimité à parler de ce qu'est le Parlement européen sauf à vous livrer un témoignage émotionnel voire philosophique.

Le Parlement je l'aime, je vais aller voter et je vais vous en donner les raisons.

On entend que le Parlement est la seule institution multinationale à être élue au suffrage universel direct. Cela veut tout dire, le Parlement européen est important. Non, c'est fondamental, c'est essentiel. Il faut essayer de le ressentir un peu plus, même avec ses tripes. Il faut se replonger 60 ans en arrière. Je suis de la génération Erasmus. Lorsque je suis né, à part sur les rives du Rhône gelées, il n'y avait pas de tir de DCA partout. Je crois que c'est important et qu'il faut toujours avoir cela en tête et se replonger dans l'histoire parce que c'est le fondement de la construction européenne.

Concernant l'importance du Parlement, je ne vais pas répéter tout ce qui a été dit. Je me contenterai d'en donner des exemples.

➤ Je suis particulièrement intéressé par le climat. Nous n'avons pas idée des répercussions que va avoir le changement climatique en termes de réfugiés et de déplacements de populations. Cela va être vraiment quelque chose d'important. Sans le Parlement, le paquet « Energie-Climat » n'aurait jamais été appliqué.

➤ Concernant la co-décision, oui, c'est très important que le Parlement l'ait obtenue mais c'est quoi ? Il faut savoir que des intérêts étaient jeu ! Imaginez la Commission présentant des dossiers devant les députés européens et le Conseil des ministres qui se demande ce que les députés font là ! Maintenant, il va falloir faire avec eux ! Les députés peuvent dire « *non, cela ne passera pas !* » La co-décision a été une victoire et je crois qu'en tant que citoyen c'est très important.

➤ Comme j'ai passé un an en Erasmus, j'ai cinquante *potes* partout en Europe. Cela m'embête sérieusement de devoir dépasser mon forfait à chaque fois que je les appelle. Le Parlement a voté pour faire baisser les coûts, c'est concret. Le Parlement est présent dans notre vie de tous les jours. Comment ne pas se saisir de ce genre de question ?

➤ J'aime beaucoup la campagne du Parlement car elle a le mérite de poser des alternatives. Vous avez le choix, tout n'est pas joué. Encore faut-il découvrir qui porte quelle alternative ! Il me semble que tout le défi est là. Nous ne savons pas vraiment quel député ou quel parti porte le nucléaire, etc. En même temps, être citoyen c'est aussi avoir des devoirs. Cela ne se fait pas tout seul, il faut aller chercher les programmes, aller sur Internet, sur Google ou interroger les députés dans les salles et leur poser trois questions sur un sujet qui nous tient à cœur.

J'ai eu une discussion philosophique avec un ami, le genre de discussion que l'on peut avoir à mon âge : on se demandait comment on devenait adulte. Était-ce le passage de 23 heures 59 à minuit zéro une le jour de nos 18 ans, payer nos impôts, avoir des enfants et être en mesure de les assumer ? Bien sûr, c'est une partie de tout cela. Cependant, il me semble que c'est également avoir conscience que l'on n'aura plus personne au-dessus de nous dans les générations à venir et qu'il faut donc se saisir des problèmes. Je crois que ce passage est une prise de conscience et qu'il existe des adultes que l'on croit adultes mais qui ne le sont pas nécessairement. Je constate, malheureusement — avec cette définition de l'adulte — que certains politiques en sont loin également.

Enfin, passé le choc de l'adolescence où l'on a vu que le monde peut être cruel, je crois que le plus grand défi après toute cette période, cette évolution progressive de la vie, c'est justement de garder cette capacité à s'émouvoir, à vouloir avoir envie d'agir. Ce sont des choses que nous devons garder parce que de l'émotion et de l'impression naissent le discours et l'expression. Voilà également tout le sens du titre de cette semaine « subir ou agir ».

Ce sont les raisons pour lesquelles j'irai voter le 7 juin et je ne laisserai ma place pour rien au monde.

Applaudissements

Mme COUSTET.- Nous allons laisser notre place à la deuxième table ronde. Je reste cependant si vous avez des questions plus techniques concernant le Parlement européen et son fonctionnement. N'hésitez pas à poser des questions techniques : comment fonctionne le Parlement ? Combien y a-t-il de groupes ? Combien sont-ils payés ? Je suis là pour y répondre. Merci.

Echange de point de vue

Animé par **Pauline GESSANT**

Secrétaire générale du Mouvement Européen France

José-Manuel LAMARQUE

Journaliste à France Inter

P. Turle

Journaliste à Radio France Internationale

P. GESSANT.- Nous avons la chance d'accueillir deux grands journalistes spécialistes des questions européennes. Normalement on ne les présente pas mais au cas où certaines personnes auraient passé les quelques dernières années sur une autre planète, je vais vous les présenter.

A ma droite, donc à votre gauche, José-Manuel Lamarque, qui est co-producteur des Transeuropéennes, une émission sur France Inter dont vous nous direz peut-être quelques mots tout à l'heure.

Applaudissements

A ma gauche, donc à votre droite, P. Turle, journaliste britannique à Radio France Internationale et correspondant à Paris pour plusieurs médias.

Applaudissements

JM. LAMARQUE.- Pour préciser, parce que je connais bien P. Turle, il est journaliste à Radio France Internationale mais aussi à ITN et Sky News sur la télévision britannique.

P. GESSANT.- C'est ce que j'allais dire mais vous avez parfaitement anticipé. Merci beaucoup.

JM. LAMARQUE.- On va vite à la radio !

P. TURLE.- Je connais très bien José Manuel, on le voit souvent à la télévision sur France 24.

JM. LAMARQUE.- On s'était préparé avant : je fais ta publicité, tu fais ma publicité !

Rires

P. GESSANT.- Pour commencer, je vous propose de réagir en quelques mots à ce que vous avez entendu. Je suis sûre qu'en tant que spécialistes des questions européennes vous avez envie de réagir sur certains points.

JM. LAMARQUE.- Comme dirait l'Autre : « *Messieurs les Anglais, tirez les premiers !* »

Rires

P. TURLE.- Avant de commencer, je voulais aborder un point qui me semble très important. Comme vous pouvez l'entendre, j'ai un super accent anglais. J'espère que vous allez arriver à comprendre ce que je dis.

Je suis, je crois, un très bon exemple de ce que l'Europe peut produire. Ce n'est pas un monstre, c'est quelqu'un qui a su profiter de tout ce que l'Europe a à proposer. J'ai grandi en Grande-Bretagne où j'ai fait toute ma scolarité. Depuis l'âge de 25 ans, je vis en France. Je suis toujours citoyen britannique mais je dois à la France toute ma vie professionnelle, que ce soit mes débuts dans les radios libres, ma carrière à RFI, mes correspondances pour les médias en Grande-Bretagne ou mes cours de journalisme à la Sorbonne. Tout cela, c'est grâce à la France !

Grâce à l'Europe et à l'espace Schengen, il est beaucoup plus facile de voyager qu'avant. On peut voyager pratiquement partout sans passeport — sauf pour aller en Angleterre bien évidemment — on peut voyager beaucoup plus facilement parce qu'on a l'Euro — sauf en Angleterre bien évidemment — La vie est beaucoup plus facile qu'avant.

On a toujours tendance — et en Angleterre particulièrement — à dire qu'il faut se méfier de l'Europe, qu'elle porte la poisse et que c'est la fin des nations. Tout cela est faux ! L'Europe est un formidable outil pour les gens comme moi et pour d'autres. Tout à l'heure, on a entendu parler d'Erasmus, c'est un formidable outil pour voyager. Vous remontez cent ans en arrière, je ne pense pas que c'était aussi facile pour les gens comme moi d'aller s'installer dans un autre pays. Pour cette raison, je suis pro-européen.

Une chose m'intrigue : je n'arrive pas à comprendre qu'actuellement le débat concernant l'Europe soit mis de côté et qu'il y ait tant de méconnaissances vis-à-vis de l'Europe dans tous les pays, pas seulement en France mais en Grande-Bretagne également où c'est peut-être pire.

J'aimerais rebondir sur l'intérêt des médias concernant l'Europe et sur la question « pourquoi l'Europe ne fait-elle pas recette ? » Les médias ont un peu parlé d'Europe cette semaine, notamment avec le reportage relatif aux bananes, sur France 2. Ce reportage était assez bien fait mais un peu trop rigolo pour intéresser les gens. Il faut savoir que dans ce monde où nous avons de plus en plus de chaînes d'information en continu, il existe de plus en plus de pressions sur les épaules des journalistes pour qu'ils trouvent l'histoire qui va mobiliser les foules et qui va faire venir du monde pour regarder leur chaîne de télévision ou écouter leur chaîne de radio. Il faut donc que les journalistes cherchent des sujets qui soient assez populaires. Malheureusement, on sait que l'Europe ne fait pas recette pour beaucoup de monde. Les gens s'en méfient, ils en ont peur et ne comprennent pas de quoi il s'agit. On dit que l'Europe est un sujet intéressant mais qui ne passionne pas beaucoup de monde, il n'est donc pas traité. On le traite davantage aujourd'hui qu'hier car les élections européennes sont proches. C'est dommage parce que l'Europe est un enjeu extraordinaire qui nous concerne tous. C'est pour cette raison que des journalistes, comme moi-même ou José-Manuel, viennent en parler pour faire comprendre que c'est un enjeu énorme et qu'il faut absolument aller voter.

JM. LAMARQUE.- Je vais peut-être dire la même chose.

P. TURLE.- J'espère !

JM. LAMARQUE.- Tu as parlé de ta vie. Concernant la mienne : je suis un franco-espagnol, plus précisément un basco-catalan, j'ai donc une double origine. J'ai passé une partie de mon enfance au Royaume-Uni et une partie de mes études en Autriche et en Allemagne. Mon épouse est d'ailleurs allemande, ce qui fait un sacré mélange dans la famille !

L'Europe, on ne va pas dire que c'est important, ce serait ridicule de dire cela. L'Europe c'est dans notre vie de tous les jours.

Un petit pays — 300 000 habitants et stratégiquement important — a toujours dit qu'il se sentait européen mais comme il était positionné entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique et qu'il travaillait avec les deux, il n'était pas vraiment pressé d'entrer dans l'Union européenne. Aujourd'hui avec la crise, ce pays est ruiné, c'est l'Islande. J'y suis allé, il y a deux ans, et j'y suis

retourné pour la crise en décembre dernier. C'est la panique en Islande qui, désormais, souhaite entrer dans l'Union européenne, devenir un Etat membre et avoir l'Euro. Les Islandais disaient toujours qu'ils avaient les Américains mais les Américains n'ont pas réagi ! Ils ont dit : « *vous êtes Islandais, nous sommes Nord-Américains.* »

Deux autres pays pensaient avoir encore le temps avant d'accepter l'Euro comme monnaie. En décembre dernier M. Rasmussen — ancien Premier ministre du Danemark et désormais Secrétaire général de l'OTAN — a dit « *maintenant, nous avons besoin de l'Euro au Danemark car nous ne pouvons plus tenir !* » La Suède, qui va prendre la présidence de l'Union européenne le 1^{er} juillet prochain avec Mme Malmström — ministre des Affaires européennes — commence également à frapper à la porte de l'Euro. Que serions-nous sans l'Europe avec cette crise aujourd'hui ? Que serions-nous la France toute seule, la Grèce toute seule, l'Espagne toute seule, le Royaume-Uni tout seul ? Nous ne serions pas grand chose et ce serait très grave, encore plus grave qu'aujourd'hui. Ce n'est pas la première crise que nous subissons. Il faut savoir que depuis l'arrivée de l'Euro, nous avons connu beaucoup de crises boursières mais qu'à chaque fois l'Euro a fait pare-chocs en stoppant le début de crise. Aujourd'hui que serions-nous sans l'Europe ?

Il ne faut pas oublier que l'Europe n'a que 59 ans, déclaration de Schuman le 9 mai 1950. L'Europe, c'est 59 ans sortis des guerres mondiales, Madame Helsly vous l'avez dit tout à l'heure, mais c'est beaucoup plus que cela. C'est une entité géographique qui s'est trouvée un beau jour coincée entre les Etats-Unis d'Amérique et le bloc soviétique. Et même si les Etats-Unis d'Amérique étaient les alliés de l'Europe de l'Ouest, les troupes soviétiques arrivaient d'abord en Europe, pas aux Etats-Unis !

J'aime beaucoup l'histoire et je pourrais vous parler de l'histoire de l'Union européenne pendant quatre heures. C'est le cours que je donne à la section internationale de l'ENA mais je ne le ferai pas ! 1948 a été la grande année de l'Europe. En effet, les Européens — qui n'étaient pas nombreux, il y avait la France, l'Italie, le Benelux et le Royaume-Uni — se sont aperçus qu'en Allemagne, en Yougoslavie, en Roumanie, en Bulgarie, en Pologne, etc. Staline ne retirait pas ses troupes. L'Armée rouge restait et les Européens ont commencé à s'affoler. Ils ont créé une Union de défense pour défendre ces territoires en se disant qu'ils allaient être solidaires. Un an après, les Américains ont trouvé le principe très bon et ils ont créé l'OTAN. C'est de cette façon que l'OTAN est née.

L'Europe, en 59 ans, ce sont des Etats démocratiques qui ont accueilli dans l'Union européenne des Etats qui venaient de dictature comme le Portugal, l'Espagne, la Grèce et après, le bloc de l'Est. L'Europe, c'est ça ! Les Pères de l'Europe étaient des visionnaires, on peut le dire ! Même Geneviève Tabouis — pour ceux qui s'en souviennent, grande journaliste française décédée aujourd'hui — s'est demandée ce que Schuman était en train d'inventer lorsque la Communauté européenne du charbon et de l'acier a été créée. Il inventait tout simplement notre quotidien. Il inventait le fait qu'aujourd'hui nous puissions vivre, près de 500 millions d'habitants, en paix et en liberté. Si vous regardez une carte du monde, voyez quels sont les peuples aujourd'hui qui peuvent vivre en paix et liberté !

P. TURLE.- Souvent, on me dit que les Britanniques ne sont pas vraiment un très bon exemple européen ! Chaque fois qu'il y a quelque chose qui se passe, on dit « non » ; chaque fois qu'on nous propose l'Euro, c'est niet ; chaque fois qu'on vote pour un référendum sur la Constitution européenne, on ne le fait pas. En l'occurrence, nous l'avons approuvé mais il est peut-être question que nous refassions un référendum pour le désapprouver. En fait, on me demande pourquoi en tant que journaliste britannique je parle d'Europe.

Je vais donc rappeler la position britannique et expliquer pourquoi les Anglais sont comme ils sont et pourquoi ils ont toujours eu cette relation un peu difficile avec la France et le reste de l'Europe. Cela remonte à très longtemps et il existe deux raisons fondamentales.

- La première, c'est parce que l'Angleterre, la Grande-Bretagne, est une île. On ne fait donc pas vraiment partie de ce qui se passe en face. Il y a une coupure.
- Nous sommes une grande nation. L'Empire britannique est énorme, nous parlons le langage du monde et en plus nous sommes très amis avec les Etats-Unis. Ce qui nous lie avec les Etats-Unis c'est que nous parlons la même langue. Il est plus facile d'avoir une relation beaucoup plus intime avec les Américains qu'avec les Français même si les Français sont très proches. Concernant la situation entre la France et la Grande Bretagne, il faut l'imaginer comme si nous étions un vieux couple. Nous ne nous aimons plus mais nous sommes obligés de vivre ensemble parce que nous ne pouvons pas faire autrement.

Il est très facile d'être de mauvaise langue vis-à-vis de la France parce que les Français sont juste en face ! Ils ne peuvent rien faire. Ainsi, si tout va mal c'est à cause de la France, de l'Union européenne, des pommes françaises qui viennent pourrir le marché britannique et l'agneau qui arrive en Grande-Bretagne alors qu'on n'en veut pas ! C'est très facile de critiquer la France.

Dans ma jeunesse en Grande-Bretagne, j'ai toujours entendu ce refrain : les Français nous emmerdent, on ne veut pas de la France, on ne veut pas de l'Union européenne ! Il me semble que c'est Maurice Druon qui disait autrefois « *les peuples ordinaires, français et britannique, se détestent mais les intellectuels s'admirent !* » Si vous allez en Angleterre, vous verrez que nous parlons d'Europe même si nous avons du mal à l'accepter. Les Britanniques vont être plus intéressés par la télévision que par les urnes car l'Europe ne fait pas recette. Cependant, demandez aux Anglais s'ils envisagent qu'un jour la Grande-Bretagne ne fasse plus partie de l'Europe, vous verrez que peut-être les gens commenceront à changer d'avis.

Il y aura toujours ceux qui vont dire : « *oui, il faut qu'on quitte l'Europe, qu'on soit indépendant, etc.* » Cependant, comme José-Manuel l'a évoqué avec l'Euro, les choses ont changé. Depuis le milieu des années 80, la Grande-Bretagne a très bien marché jusqu'à il n'y a pas longtemps. Aujourd'hui, elle est dans un sacré pétrin et on se pose la question s'il n'aurait peut-être pas été mieux pour les Anglais qu'ils adoptent l'Euro plus tôt. La situation aurait sans doute été moins grave qu'elle ne l'est actuellement. La chute est tout de même très rude.

Ainsi, les Anglais, qui sont tout de même très difficiles à mobiliser, à motiver pour venir vers l'Europe, petit à petit, viennent vers l'Euro. C'est un travail de très longue haleine par le fait que la Grande-Bretagne est une île mais ce n'est pas quelque chose d'impossible !

Applaudissements

JM. LAMARQUE.- Tu ne le dis pas mais je vais dire pourquoi les Anglais ne quitteront jamais l'Union européenne : parce que vous avez le plus grand nombre de fonctionnaires et de diplomates qui travaillent pour l'Union européenne !

P. TURLE.- C'est aussi une excellente raison !

Rires et applaudissements

P. GESSANT.- Vous avez tous les deux fait un petit retour en arrière en évoquant un peu les dernières années. Selon vous, qu'avons-nous fait dans la construction européenne que nous n'aurions peut-être pas dû faire ou que n'avons-nous pas fait et que nous aurions dû faire ?

Si vous pouviez réécrire l'histoire, revenir 60 ans en arrière et recommencer la construction européenne, que feriez-vous ? Une phrase est attribuée à Monnet : « *si c'était à refaire, je commencerai par la culture* » Nous ne sommes pas certain qu'il l'ait dite.

JM. LAMARQUE.- Non, il ne l'a pas dite !

P. GESSANT.- Si vous pouviez revenir 60 ans en arrière, que feriez-vous différemment, notamment pour que nous ayons peut-être moins ce sentiment de distance entre l'Union européenne et les citoyens ?

JM. LAMARQUE.- Vous savez, la seule chose que j'ai apprise c'est que l'actualité a toujours une histoire. Nous n'aurions pas pu commencer par la culture parce qu'il fallait reconstruire l'Europe qui était dévastée. La reconstruction était primordiale. C'est pour cela que Monnet, Schumann, De Gasperi, Spaak, Adenauer ont lancé l'affaire. Il fallait reconstruire.

Quel est le bilan à tirer ?

L'Europe est jeune, 59 ans ce n'est rien ! L'Europe est toujours à construire. Je pense que nous avons lancé des bases qui sont claires : apporter la paix et la liberté. Maintenant, il faudrait apporter la solidarité, c'est cela l'important.

Je me demande toujours ce que mes grands-parents ou mes parents ont mangé lorsqu'ils étaient jeunes. Pas pendant l'Occupation car il n'y avait rien à manger mais il y a 60, 70 ans ? Nous ne savons pas puisqu'il n'y avait pas de traçabilité. Nous entendons toujours que la nourriture était meilleure et que c'était mieux. Non, ce n'était peut-être pas meilleur ; les produits étaient peut-être très mal fabriqués et apportaient peut-être des maladies. Dieu sait qu'en France nous aimons l'alimentation et aujourd'hui nous savons d'où le produit vient, qui l'a fabriqué et ce qu'il y a dedans. Souvenez-vous que dans les années 60 les Français mangeaient des poulets qui sentaient le poisson ! Il y a encore quelques décennies, environ un million de jambons de Bayonne étaient fabriqués au Pays Basque, or deux millions étaient vendus en France. Cela voulait donc bien dire qu'un million de jambons étaient fabriqués ailleurs ! Aujourd'hui, ce n'est plus possible ! Les producteurs de jambon de Bayonne basque ont mené le combat à Bruxelles et c'est devenu une appellation d'origine contrôlée et protégée. Désormais lorsque nous mangeons du jambon de Bayonne, nous savons qu'il a été fait dans la vallée de l'Adour. C'est la même chose pour certains fromages de chèvre et de brebis provençaux, pour l'huile d'olive et pour beaucoup de produits. L'Europe nous a apporté cette sécurité alimentaire. Le fait que Bruxelles se soit occupée du calibrage des oranges ou des concombres, nous nous en moquons ! Nous avons la traçabilité et nous savons quel produit est sain et sûr ; que l'orange soit plus grosse ou plus petite, c'est stupide et je crois qu'il faut faire une réforme là-dessus.

Pour la santé c'est pareil. Nous avons aujourd'hui une pandémie, celle de la grippe mexicaine. Il faut savoir que nous avons dans toute l'Europe des réseaux d'alerte qui nous permettent de contrôler les épidémies et les pandémies. Ces réseaux se réunissent tous les jours, peut-être pas physiquement mais par Internet, par téléphone, par fax. Ainsi, nous connaissons les progressions de la pandémie et c'est grâce à l'Europe !

Pour ce qui est de la sécurité de la propriété industrielle, l'Europe a fait énormément : nous savons aujourd'hui lorsqu'un matériel est sûr ou non. C'est tout bête mais l'Europe a statué sur la fabrication du fameux nounours que nous offrons aux petits-enfants à Noël pour qu'il n'y ait plus de risque qu'un enfant avale un œil et meure étouffé. C'est ça l'Europe.

L'Europe que nous n'avons pas encore faite et que nous continuons à essayer de construire concerne la défense mais nous en parlerons tout à l'heure.

Dans chaque pan de notre vie de tous les jours, en 59 ans l'Europe a beaucoup travaillé. Sur nos papiers d'identité il est écrit « Union européenne, République française ». Ce n'est pas pour faire bien ou beau. Avec Schengen, nous pouvons voyager et aller où nous voulons. Il faut savoir que si vous vous trouvez n'importe où, en dehors de l'Union européenne, et que l'on vous vole tous vos papiers, vous pouvez aller dans un consulat ou une ambassade d'un Etat membre de l'Union européenne qui contactera les délégations diplomatiques au consulat français pour dire qu'il faut venir chercher un Français. Quand il y a eu le tsunami, il a fallu rapatrier les gens. Lorsque les

forces françaises sont arrivées pour rapatrier les ressortissants français, on leur a dit « *attention dans le lot il y a des espagnols, des italiens, des allemands* ». Les Français ont répondu : « *ils sont européens, nous les emmenons avec nous !* » C'est ça l'Union européenne. C'est ça le début de la solidarité.

A chaque point de notre vie quotidienne, nous retrouvons cette Union européenne. Je ne vais pas défendre ou être pour ou contre les eurocrates, mais je peux vous garantir que les fonctionnaires de Bruxelles font très bien boulot ! Parfois ils se trompent et on leur tire des oreilles mais du très bon boulot est effectué.

Compte tenu du nombre d'aéroports que nous avons en Europe, il faut gérer le ciel pour qu'il n'y ait pas d'accident. Cette gestion du ciel s'est très bien passée.

Aujourd'hui, les Européens travaillent sur la signalisation des trains en Europe qu'ils souhaitent harmoniser. En effet, lorsque vous prenez le Thalys pour faire Paris-Bruxelles vous aurez toujours un conducteur français et un belge qui changeront à la frontière car en Belgique la signalisation n'est plus la même. C'est la même chose pour faire Bruxelles-Amsterdam. Comme la circulation est différente, parfois il y a des accidents.

L'Europe est dans tous les pans de notre vie. Vous avez dit, Monsieur Roussel, Représentant des jeunes européens, que le Parlement européen est l'atout démocratique et vous avez raison ! Les députés européens sont élus pour dire « *non, cela ne fonctionne pas, revoyez votre texte* » ou « *oui, cela peut être une bonne chose !* » Le Parlement européen, avec plus de 700 députés, est le plus grand Parlement au monde. Cela est remarquable et prouve que nous avons fait un chemin énorme depuis 59 ans. Avec plus de 700 députés et 23 langues, il a fallu fabriquer des machines d'écoute spéciales pour les conférences internationales. En effet, nous pouvons avoir des traductions en cinq ou six langues mais en 23, il a fallu inventer la machine. Si un jour vous visitez le Parlement européen, allez voir le service de traduction ! C'est là que nous nous rendons compte de notre force et qu'en 59 ans nous sommes arrivés à quelque chose de magnifique.

Je trouve que c'est magnifique dans le sens où ces pays qui étaient des dictatures sont devenus des pays démocratiques et que tous ces pays travaillent ensemble. Souvenez-vous quand l'Espagne et le Portugal sont entrés, nous avons dit « *Olala, on va avoir tous les Espagnols et tous les Portugais qui vont venir travailler chez nous ; leurs produits vont inonder nos marchés !* » Aujourd'hui, l'Espagne achète plus à la France que la France à l'Espagne et nos ouvriers ne sont pas plus espagnols ou portugais. C'est pareil pour la Grèce. Aujourd'hui, nous travaillons avec la Bulgarie et la Roumanie pour les amener à se structurer, mais quelle aventure humaine !

Applaudissements

P. TURLE.- Mettez-vous à la place des personnes en 1950 quand l'Union européenne a commencé, c'était une tâche énorme ! Vous nous demandez ce que nous ferions différemment mais il est très difficile de répondre à cette question.

Ce qui a été accompli jusqu'à maintenant est tellement gigantesque. Tout a tellement évolué en si peu de temps. Depuis une vingtaine d'années, le nombre de membres de l'Union européenne a doublé, nous avons de plus en plus de pays et finalement cela ne se passe pas trop mal entre nous. C'est fini les conflits, les grandes guerres, les grandes engueulades même s'il y en a toujours un peu c'est quelque chose qui se passe plutôt bien. Il me semble qu'il est très difficile de dire que nous aurions fait cela différemment. Il faudrait maintenant se dire que nous avons fait telle chose, nous avons réussi dans tel domaine, que faisons-nous pour la suite ?

Pour moi, quelques enjeux devraient être modifiés. Le premier, et je pense que José-Manuel sera d'accord avec moi, concerne la présidence de l'Union européenne qui tourne tous les six mois.

C'est un système qui ne peut plus continuer dans son état actuel car avec 27 membres ce n'est plus gérable. Vous vous rendez compte, il faut attendre treize ans avant de reprendre la présidence !

JM. LAMARQUE.- Et un peu plus.

P. TURLE.- Oui. La présidence française vient de se terminer et il faudra attendre plus de treize ans avant de voir la France reprendre la présidence de l'Union européenne. C'est trop long. A mon avis, il faudrait que nous ayons un président européen — ce qui est prévu d'ailleurs — qui soit élu au suffrage universel par exemple et qui gère l'Union européenne pendant deux ans et demi voire un peu plus. Je pense aussi qu'il serait judicieux d'avoir un ministre des Affaires étrangères pour représenter l'Union européenne. En effet, l'Union européenne montre ses limites en temps de crise internationale et en temps de guerre. Cela a déjà été le cas ces dernières années. Il faudrait avancer plus vers une harmonisation dans l'Europe afin d'avoir une seule personne qui nous représente en temps de crise. Ce serait peut-être une façon de motiver les Européens à voter aux élections européennes. En effet, actuellement, nous votons pour des hommes politiques à Bruxelles que nous ne connaissons pas et dont l'utilité est assez vague. Nous ne savons pas quel type de politique ils vont instaurer. La plupart des Anglais n'ont jamais été à Bruxelles et ils n'ont pas envie d'y aller ! C'est à l'étranger et c'est là où ils mangent des choses pas très correctes.

JM. LAMARQUE.- Je regrette, le vol-au-vent est vraiment bon à Bruxelles !

P. TURLE.- Non, je pensais aux escargots ou aux cuisses de grenouilles, c'est épouvantable. Cependant, si nous votions pour un président de l'Union européenne qui nous dirigera directement et pour un ministre des Affaires étrangères qui aura un rôle à jouer — peut-être est-ce un Britannique qui aura ce poste — nous aurons beaucoup plus d'intérêt pour aller voter car c'est de bonne guerre nous voterons pour peut-être avoir le bon poste !

Pour tout ce qui a été accompli jusqu'à maintenant dans l'Union européenne et compte tenu des différents problèmes qu'il a fallu gérer, il me semble que nous avons bien réussi à gérer l'affaire ! Claude Chesson, l'ancien ministre des Affaires étrangères de France, m'a dit un jour : « *Cette Union européenne merdique est un film d'horreur mais on y arrivera un jour !* » Je pense qu'il a eu raison car petit à petit nous avançons dans le bon sens. Pourtant, il faut aller plus loin que cela. Et lorsque l'Union européenne aura un président et un ministre des Affaires étrangères, elle aura plus de poids sur la scène internationale, ce qui est très important pour nous.

JM. LAMARQUE.- Je voudrais dire deux choses sur ce que tu as dit qui me paraissent très importantes. Nous avons vécu en paix et nous vivons en paix depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Grâce à l'Europe, nous continuons à vivre en paix.

Je pense que nous avons fait une grave erreur en Europe — puisqu'il faut toujours regarder ce que nous n'avons pas fait et ce qu'il faudrait faire — puisque nous n'avons pas vu arriver la guerre des Balkans, 1989-2000. Il y a eu onze ans, on ne l'a pas vu arriver cette guerre. Nous n'avons pas vu Sarajevo, Mitrovica, Zagreb, Belgrade. Cela a été une vraie horreur ! Là, nous sommes vraiment responsables car nous aurions pu agir très vite en leur disant : « *nous allons essayer de régler les choses, arrêtez ces guerres fratricides cela ne sert à rien, nous allons gérer les choses autrement !* ». Là, nous sommes coupables ! Nous sommes vraiment coupables parce que les uns et les autres européens — je parle des Etats membres de l'époque — ont réagi avec égoïsme. L'économie et les finances allaient bien, nous produisions, nous vivions bien, nous avons oublié ! Dans quelques années, il faut savoir qu'il faudra s'occuper des Balkans. Nous avons un pays balkanique qui est un Etat membre, la Slovénie. Le prochain sur les rails est la Croatie et cela va continuer, il ne faut pas l'oublier.

Concernant le ministre des Affaires étrangères, il faut dire une chose importante. Aujourd'hui, sans le traité de Lisbonne, sans le ministre des Affaires étrangères, nous n'avons pas d'identité juridique pour l'Union européenne. Cela veut dire que chaque Etat membre est apte à

signer un traité international ou trilatéral, ce qui n'est pas le cas de l'Union européenne. Le problème que nous connaissons au niveau international c'est le Conseil de sécurité des Nations Unies, représenté par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Les vainqueurs ont dit : « *le Conseil de sécurité c'est nous, les autres allez voir ailleurs !* » Il faudra changer le Conseil de sécurité des Nations Unies, c'est évident. L'Union européenne ne sera jamais représentée aux Nations Unies si elle n'a d'identité juridique et si elle n'est pas apte à signer des traités. Ce sera toujours Etat par Etat et à un moment ce ne sera plus possible. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'un ministre des Affaires étrangères. Attention, ce n'est pas le ministre des Affaires étrangères qui décidera pour l'Europe. Les décisions se feront toujours en concertation avec les autres. Pour le président de l'Union européenne ce sera pareil, en n'oubliant pas qu'il y aura toujours un Parlement très fort qui aura beaucoup plus de poids démocratique et de pouvoir si le traité de Lisbonne est ratifié. A un moment donné, nous avons besoin de vraies structures.

Il est vrai qu'il y a toujours des choses qui nous énervent comme la taille des concombres et des oranges. Certaines décisions sont complètement ridicules et on se demande ce qu'ils ont encore inventé à Bruxelles. La seule et unique solution pour faire connaître à Bruxelles et Strasbourg ce qui ne va pas est d'avoir une vraie représentation politique. C'est une Europe puissante, une Europe politique mais aussi une Europe vraiment représentée au sein du Parlement européen. Vous allez me dire que la France a huit régions électorales et que vous ne savez pas qui est votre député européen. Là aussi Etat par Etat nous devons travailler. Peut-être aussi que — pas à ces élections là car maintenant c'est fichu ! — les prochaines élections devront se faire au niveau européen et que ce ne soient plus les Etats qui décident ; qu'il y ait tout simplement une règle européenne pour les élections et surtout que les députés européens soient connus de leurs électeurs ! Il ne faut pas oublier que nous ne votons pour le Parlement européen seulement depuis 1979. C'est très jeune.

A l'époque — Monsieur le Maire, vous n'êtes pas coupable mais vous représentez l'image du politique — quel était l'intérêt du politique français ? C'était d'être maire, député, ministre et en tant que député d'aller à l'Assemblée nationale. Qui envoyait-on au Parlement européen ? D'abord les femmes ! Souvenons-nous le nombre de femmes ministres qui ont déposé un projet de loi et qui l'ont défendu au Parlement et qui retournaient ensuite sur leur banc en pleurant. On pense à Simone Veil, il y en a d'autres. La femme n'a pas toujours été acceptée au Parlement et donc on s'en débarrassait. On disait : « *elle va aller à Strasbourg ou à Bruxelles, elle ne va pas nous emmerder et comme ça on sera tranquille !* ». Maintenant la donne a changé. Les politiques français, il faut le dire — il n'y a pas que les français mais je prends le cas de la France — pour eux Bruxelles, Strasbourg, c'était le club privé. Souvenez-vous De Gaulle disait : « *l'Europe, l'Europe, l'Europe !* » L'Europe était pour eux, dans les années 50-70 un club privé de gentlemen qui se réunissaient et faisaient des choses, mais les politiques pensaient qu'eux seuls s'occupaient de leur pays, avec les féodalismes. Nous n'avons pas quitté la monarchie, la royauté ! Un député est toujours un patron dans son secteur, il ne faut pas l'oublier ! Les politiques ne voulaient pas trop entendre parler de l'Europe et ils l'ont oubliée !

Qu'est-ce qui les a fait se réveiller ? D'abord, c'est Jacques Delors, c'est l'acte unique. Ensuite ce fut Maastricht parce qu'il y a eu un référendum. Avec Maastricht, les politiques ont pris un coup sur la tête ! On leur a dit : « *c'est terminé, il existe une monnaie pour tous et on n'en parle plus !* » Avant, l'Euro s'appelait l'Ecu et avant l'Ecu on avait prévu qu'il faudrait dix ans pour que le marché commun fonctionne. Cela a fonctionné ! Le Vice-Président de la Commission européenne de l'époque avait dit : « *maintenant, il faut aller plus loin, il nous faudra une monnaie commune !* » Le Vice-Président de l'époque en 1969, vous le connaissez, il s'appelait Raymond Barre et c'était un visionnaire de l'économie.

Je voulais terminer en vous disant que le Parlement européen n'est pas seulement la démocratie ni les députés qui vont vous défendre. Ce n'est pas seulement cela ! Avant d'être Commissaires européens, ils repassent devant le Parlement européen pour l'examen final. Ils doivent se présenter pour expliquer ce qu'ils pensent faire et ce qu'ils doivent faire. Si cela ne

convient pas, ils s'en retournent à leurs chères affaires. On ne devient pas Commissaire européen d'un claquement de doigt. C'est un long chemin, c'est une grande machine démocratique. Quelquefois ce n'est pas marrant et les traités et textes ne sont pas faciles à lire ! J'en suis à mon troisième livre européen, bon courage pour ceux qui me lisent ! Pourtant, nous en avons besoin. Nous avons besoin d'expliquer et de dire : *« ce n'est pas marrant, ce n'est pas facile, cela va un peu vous casser les pieds mais c'est pour notre futur ! »*

P. TURLE.- Je voudrais revenir sur les hommes politiques. La chose, peut-être la plus agaçante, est que dans beaucoup de pays — la France, la Grande-Bretagne en particulier et l'Allemagne aussi car il y a les élections en septembre — cette campagne pour les élections européennes est utilisée par beaucoup d'hommes politiques comme une campagne nationale pour se faire une santé et comme un référendum sur la politique nationale. On a les socialistes à gauche qui disent : *« Sarkozy a fait une très mauvaise politique, il faut critiquer Sarkozy, il faut voter contre lui ! »* et on ne parle plus de l'Europe. En même temps, la droite a un peu du mal à parler de l'Union européenne parce qu'elle se dit : *« de toutes manières quoi que l'on dise sur l'Union européenne, d'abord ça ne fait pas recette et ensuite on va se faire flinguer pendant les élections parce qu'on est les plus bas dans les sondages. On va donc laisser ça la plus tard possible avant d'ouvrir la bouche et ensuite on va faire le strict minimum ! »* Cela devient petit à petit une campagne nationale. La gauche dit : *« ces élections européennes sont une formidable occasion pour faire un pied de nez à Sarkozy parce que vous ne l'aimez plus et il faut donc voter contre lui ! »* La droite renchérit : *« finalement il ne faut pas voter pour les socialistes parce que vous allez avoir Ségolène d'un côté et Martine Aubry de l'autre, on ne veut pas de ces gens-là donc voter pour nous ! »* Les politiques parlent très peu d'Europe très peu.

En Grande-Bretagne c'est la même chose. Gordon Brown, le Premier ministre, est au plus bas dans les sondages. Il est clair et net que l'année prochaine il n'est pas sûr de remporter les élections. C'est donc une occasion pour les Conservateurs — donc la droite qui est dans l'opposition — de dire : *« voilà les élections européennes c'est la bonne occasion pour faire savoir au Premier ministre que vous ne l'aimez plus, votez contre lui ! »*

Accessoirement, il y a l'Europe qui est quelque chose de pas très intéressant mais ce sont tout de même les élections européennes. Peut-être que pour les prochaines élections, il faudrait que le débat soit davantage axé sur ce que l'Europe peut nous apporter, sur nos députés européens et ce qu'ils peuvent faire. Je trouve malheureusement aujourd'hui que cette partie du débat est complètement absente.

P. GESSANT.- Lorsque je vous écoute, j'ai l'impression qu'il nous manque aujourd'hui deux choses. D'une part, des grands leaders qui portent la construction européenne, d'autre part une vision claire de la conception de l'Europe que nous souhaitons. C'est un peu comme si l'Europe était une voiture : nous n'avons pas de conducteur et nous ne savons pas quelle est notre destination !

Lorsque je vais discuter avec les gens dans la rue, je me rends compte que la paix n'est plus un argument qui porte, notamment pour les jeunes générations.

JM. LAMARQUE.- Quelle est l'Europe que nous voulons ? Tout simplement la nôtre ! C'est notre quotidien. Que font les salariés de Continental avec l'usine qui va fermer ? Ils vont voir les travailleurs de Continental en Allemagne. L'Europe des peuples c'est ça. Il faut bien comprendre que même s'ils sont emmerdants, le Parlement et la Commission européenne, ils ne sont pas dans nos vies. La Commission gère les affaires de l'Union européenne, le Parlement sanctionne et accepte les lois. Ils assurent également le suivi de l'Europe. Pourtant, le message qu'ils nous donnent d'un autre côté c'est : *« allez-y, faites-la également votre Europe ! »* Nous ne devons pas attendre après les députés, les eurocrates, les fonctionnaires, etc. Nous devons aussi la faire nous-mêmes ! Notre rôle de citoyen c'est également de créer des syndicats européens, des

partis politiques européens. Je suis Vice-Président de l'association des journalistes européens et nous nous battons tous les jours pour qu'il y ait une union des journalistes européens. En effet, un journaliste polonais n'a pas les mêmes droits qu'un journaliste néerlandais qui n'a pas la même reconnaissance qu'un journaliste autrichien ou roumain. C'est aussi à nous de nous prendre en main et de savoir quelle Europe nous voulons.

Bien sûr, il y a les politiques. Il est vrai que nous avons besoin de leaders européens mais nous en avons ! A droite, vous avez Jean-François Lamasoure ; à gauche, Catherine Trautman ; écolo, Daniel Cohn-Bendit. Ce sont des gens qui connaissent l'Europe. Ils savent ce qu'est la vie du Parlement européen et connaissent les Affaires européennes. Cela fait partie de notre vie de tous les jours de se dire : « *de quoi ai-je envie en Europe ?* » Moi, j'ai envie de connaître le quotidien des Européens, j'ai envie de partager les mêmes expériences de savoir-faire de mon métier avec des consœurs, des confrères européens. Nous sommes en crise. Certaines personnes n'ont pas de futur, leur entreprise ferme et on leur dit qu'elles vont tout perdre, qu'elles vont finir au chômage et qu'elles vont devoir vendre leur maison. Nous aurons des drames familiaux européens et pas seulement nationaux ! Il faut une vraie prise de conscience de l'humanitaire européen. Il y a des SDF en France, en Allemagne, trouvons des solutions ! C'est aussi notre rôle de citoyen car être citoyen c'est avoir des droits et des devoirs. Souvent, nous réclamons nos droits et nous ne voulons pas faire face à nos devoirs. Je suis prêt à faire face à mes devoirs !

Concernant les jeunes générations. J'ai deux filles, deux adolescentes, qui sont au lycée. Il est vrai que lorsqu'elles reviennent de cours d'histoire et de géographie et qu'elles ont l'Union européenne en devoir, elles se précipitent pour me le dire ! Les adolescents sont nés avec l'Union européenne, les papiers d'identité qu'ils ont reçus sont estampillés Europe. Ils savent ce que c'est. En plus, ils ont la chance d'apprendre des langues, ils ont Erasmus, Internet, etc. L'Europe est différente pour les adolescents parce qu'Erasmus n'est pas seulement pour les universitaires, les intellectuels ou pour ceux qui sortent de la fac. Il y existe des Erasmus pour les apprentis, ceux qui font des travaux manuels. Il faut rappeler que l'une des plus grandes organisations européennes de travail manuel — et le travail manuel est honorable — c'est les Compagnons du Devoir. Les fameux Compagnons du tour de France sont devenus les Fameux Compagnons du tour d'Europe ! Il en existe des ateliers dans toute l'Europe. Les jeunes ont aussi le Service Volontaire européen. Les jeunes générations ne vivent donc pas l'Europe comme nous la vivons car elle est naturelle pour eux. Maintenant, il est de notre rôle d'éducateurs, de parents, de professeurs de leur faire prendre conscience du pourquoi de sa création. Il faut aussi se demander ce que nous allons leur transmettre au niveau européen, ce que nous allons leur donner de l'Europe. En effet, ce n'est pas sûr qu'ils vivront en couple Français/Français. Leur couple sera peut-être Français/Italien, Espagnol/Français, Roumain/Français ! C'est ça l'Europe et cela fait partie de notre vie de tous les jours.

P. TURLE.- J'ai une question à poser à la salle. Si vous allez en Angleterre dans un meeting comme celui-ci et que vous demandez aux gens s'ils se sentent Britanniques ou Européens, 90 % vous répondront « *British bien sûr !* » Pouvez-vous lever la main ceux qui se sentent Européens ? Pas tout le monde mais une bonne moitié !

JM. LAMARQUE.- Ceux qui ne se sentent pas Européen, vous pouvez partir !

Rires

P. TURLE.- C'est déjà énorme ! Nous aurions posé cette question il y a vingt ans, nous n'aurions pas eu ce résultat ! Comme je le disais tout à l'heure, c'est un long chemin mais nous sommes déjà sur la bonne voie, à mon avis.

P. GESSANT.- Je voulais rebondir sur ce que vous disiez concernant Erasmus. L'année dernière en France, 4 000 bourses n'ont pas été utilisées.

JM. LAMARQUE.- Oui, c'est normal !

P. GESSANT.- Pourquoi ?

JM. LAMARQUE.- A force d'avoir des gens qui ne s'occupent pas de l'Europe... Je vise vraiment les politiques, la Commission et le Parlement européens. Pardonnez-moi, Madame la Représentante du Parlement européen, mais vous en prendrez également pour votre grade !

➤ Je suis journaliste spécialiste des Affaires européennes. Si vous allez sur le site Internet de la Commission ou du Parlement européen, bonjour pour celui qui ne connaît pas ou qui n'a aucune notion européenne. Pour se retrouver dans les méandres du site Internet, vraiment chapeau ! Et ça fait trente ans que cela dure. Changez votre fichu site Internet, que tout citoyen puisse entrer dedans et qu'on arrête d'avoir un truc hermétique !

➤ Il en va aussi de la responsabilité de l'Union européenne et de la France, bien sûr ! L'Union européenne c'est la Commission et le Parlement. Un jour ou l'autre, il faudra bien que ces gens-là se décident à utiliser quelques millions d'euros pour prendre un vrai cabinet afin de faire de la publicité dans toute l'Europe. Faire comprendre ce qu'est l'Europe avec de la publicité, de la vraie, celle que nous voyons à la télévision. C'est bien ce qui se passe en ce moment pour les élections européennes mais nous en avons besoin toute l'année. Ce n'est pas du matraquage mais c'est faire de la vraie publicité.

Pourquoi 4 000 bourses françaises n'ont-elles pas été données ? Ce n'est pas seulement de la responsabilité des politiques — en période électorale, on aime bien leur taper dessus ! — mais c'est également celle du corps enseignant, des professeurs. Il faut leur demander ce qu'ils font pour que les jeunes puissent partir pour Erasmus. Ce sont les Espagnols qui sont les numéros un aujourd'hui pour d'Erasmus, bien évidemment. Pourquoi ? Parce qu'ils ont une vraie envie, un besoin, une soif d'Europe. C'est cela l'important. Je le répète mais c'est un acte citoyen que de transmettre et de parler. Peut-être parler aussi à son collègue, à son voisin. Je pense que lorsqu'on sait dire bonjour le matin à son voisin, au chauffeur de bus ou à ses collègues, c'est déjà le début du dialogue. Nous pouvons l'instaurer au niveau européen en disant : *« tu n'es peut-être pas d'accord avec moi mais je vais t'expliquer un truc parce que moi ça m'intéresse vraiment ! »*

P. GESSANT.- Un commentaire ?

P. TURLE.- Il y a une chose que j'aimerais bien voir changer en Europe, c'est la politique de l'immigration. J'ai fait beaucoup de reportages pour Radio France Internationale sur les réfugiés, sur les migrants qui viennent en France et qui essaient de partir pour la Grande-Bretagne. Vous en avez tous entendu parler. A Sangatte, il y en a de plus en plus. Il y a eu cette grande médiatisation de la destruction de Sangatte, le centre de migrants, en 2002 mais cela n'a absolument rien changé. Il y en a toujours qui viennent après avoir vécu pendant un certain temps dans une zone qui s'appelait la Jungle et qui a également été rasée il y a un mois, après la visite d'Eric Besson, le ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale. Le problème demeure.

A Paris aussi il y en a de plus à plus. Ils vivent dans les parcs et dans les jardins, ils n'ont pas de logement, pas de tente et vivent en plein-air. Les seuls qui ont le droit d'être pris en charge sont les enfants de moins de dix-sept ans. Pourtant, ce n'est pas le cas partout. A Calais, beaucoup de jeunes enfants de treize à quinze ans vivent dans la nature. J'en ai interrogé plusieurs dont un garçon qui était venu avec son petit frère depuis l'Afghanistan. Ils ont fait un voyage éprouvant de plus d'un mois et ce au mois de novembre, il faisait donc froid. Le plus grand me racontait que toutes les nuits il s'endormait à côté de son petit frère de treize ans qui pleurait parce qu'il avait froid et que sa mère lui manquait. Que faudrait-il faire pour régler cela ? Selon les règles de l'Union européenne, à cause du traité de Dublin, chaque migrant qui vient en Europe doit faire une demande d'asile dans le pays où il arrive. Ces gens, qui arrivent donc normalement par l'Espagne d'un côté ou la Grèce de l'autre, viennent directement en France. Ils ne peuvent donc pas faire la demande en France, il faut qu'ils retournent en Grèce pour en faire la demande et ils ne vont pas le faire. En France, ils sont donc considérés comme des citoyens pas désirés. La police vient les ramasser et les emmène au

poste de police pour leur demander de partir. Souvent, quand les migrants n'ont pas dix-huit ans, la police ne peut rien faire et elle les relâche dans la nature. Les migrants reviennent donc à Calais. De l'autre côté de la Manche, nous avons la Grande-Bretagne qui n'en veut pas. Il y a évidemment la Manche qui sépare les deux pays, c'est donc très compliqué d'aller là-bas. De plus, il y a ces amendes épouvantables infligées aux chauffeurs de camion si jamais ils sont attrapés avec un migrant caché dans leur véhicule.

Le problème reste tel quel avec la France qui dit « *c'est les Anglais qui sont responsables parce qu'ils les incitent à venir en Angleterre car il est plus facile d'avoir l'asile politique là-bas, ils ont droit à de l'argent tout de suite, à un logement, au chômage, ils parlent souvent la même langue et ils ont parfois de la famille là-bas donc tout le monde à envie de partir en Grande-Bretagne !* » Seulement les Anglais n'en veulent pas donc ils laissent les Français gérer ce problème.

Je pense qu'il est très important que nous construisions une politique d'immigration européenne. Ce problème ne doit pas être seulement réglé par les Français ou par les Britanniques. Ces gens qui viennent d'Afghanistan ont fait des milliers de kilomètres dans des conditions exécrables, épouvantables, et ils ne peuvent plus retourner chez eux. Ils sont venus d'Irak et ils ne peuvent plus revenir chez eux, donc ils sont coincés. Ils sont jeunes et énergiques mais complètement démunis et nous les laissons à l'abandon. Il faut une politique européenne d'intégration pour ces gens qui soit harmonisée partout pour que ce soit beaucoup plus facile.

Pourquoi ces gens viennent-ils en Europe ? Parce qu'il y a eu la guerre en Irak, des problèmes en Afghanistan et je pense que pour empêcher ce flux de migrants qui viennent à longueur de temps en Europe, il faudrait peut-être investir davantage dans ces pays pour qu'il y ait moins de problèmes là-bas et pour que les gens sur place aient un avenir. Ces migrants n'ont pas nécessairement envie de partir de chez eux, mais ils le font car il n'y a plus d'avenir et ils se disent qu'ils vont partir en Europe car au moins là-bas ils vont pouvoir gagner de l'argent qu'ils pourront envoyer chez eux pour aider leur famille. Là non plus, l'Europe n'a pas été à la hauteur.

P. GESSANT.- Vous abordez une question qui nous fait regarder l'Union européenne de façon un peu différente. C'est-à-dire pas seulement à l'intérieur de ses frontières mais également comment nous articulons l'Union européenne — 397 millions de citoyens — avec le reste du monde ? Comment cet ensemble, qui a ses problèmes internes mais qui doit aussi tenir compte des problèmes du reste du monde, s'articule-t-il ?

JM. LAMARQUE.- Nous ne sommes jamais d'accord sur les chiffres ! Vous c'est 397 millions, nous 497 !

P. GESSANT.- Non, 497 millions de citoyens dans l'Union européenne, excusez-moi.

Comment articulons-nous ces 497 millions de citoyens avec le reste du monde ? On parle de temps en temps, un peu pêle-mêle, d'une armée européenne pour pouvoir agir concrètement sur d'autres territoires, de politique de voisinage, d'Union pour la Méditerranée. Comment articule-t-on toutes ces questions, à la fois de sécurité, d'aide au développement, d'environnement avec notre Union européenne ?

JM. LAMARQUE.- Nous allons y ajouter le côté diplomatique.

➤ Concernant la défense, c'est simple. Il y a eu la Communauté européenne de défense en 1952. Les Pères de l'Europe se sont dits qu'après la CECA, ils allaient faire la Communauté européenne de défense, que les armées européennes collaboreraient, etc. Vous savez qui a dit non, c'est la France. Les gaullistes et les communistes n'ont pas voulu faire cela avec l'armée allemande. Historiquement, c'était un peu logique. Nous étions en 1952 et l'armistice datait de 1945. Le problème c'est que, jusqu'à aujourd'hui, nous avons du mal à créer cette défense européenne, et ce pour beaucoup de raisons.

Il existe énormément d'organismes de défense européens, nous avons même une brigade franco-britannique amphibie. J'aimerais bien la voir, cela pourrait être sympa ! J'ai un ami à l'UEO — Union de l'Europe Occidentale — qui est un ancien militaire. A chaque fois que je le vois il me dit : « *Les Anglais...* » Et là, je sais que le débat est parti sur la Royal Air Force et la Royal Navy. Nous avons deux états-majors européens.

Nous savons que pour ce qui est de la défense, nous pouvons faire beaucoup de choses, la force d'action rapide, cela existe. Nous savons qu'il y a de plus en plus — et ce depuis la présidence de Georges Bush — de missions dévolues à l'OTAN qui sont versées dans l'escarcelle européenne. Nous effectuons de plus en plus de missions qui devraient revenir à l'OTAN mais qui sont assurées par les troupes européennes. Quelles sont-elles ? Maintien de la paix, interposition entre belligérants.

- Maintien de la paix c'est ce que nous faisons au Congo, dans les Balkans, en Afghanistan. Maintien de la paix, cela signifie aussi quelquefois se défendre, il ne faut pas l'oublier.

- Interposition entre belligérants. Cela a été un petit peu fait dans la guerre des Balkans mais pas énormément. Il faut savoir qu'au niveau international, un jour cela pourrait nous arriver. Un pays peut avoir peur d'un autre et peut demander à l'Union européenne de mettre des troupes à ses frontières. Faisons de la politique-fiction, imaginons qu'Israël demande à l'Europe de se mettre à la frontière syrienne ou imaginons que les Syriens demandent aux Européens de se mettre à la frontière des Israéliens. Ce serait un sacré pari politique diplomatique international. La défense européenne c'est ça.

Nous avons déjà une agence d'armement européenne qui n'est pas encore vraiment aboutie. A quoi sert-elle ? Tout simplement à harmoniser les constructeurs, les fabricants d'armes européens pour tenter d'avoir des matériels qui se rapprochent le plus des uns et des autres. Je vous donne un exemple : du temps de l'Union soviétique, le pacte de Varsovie — pacte militaire unissant les pays satellites de l'Union soviétique — permettait qu'un soldat roumain, s'il avait besoin d'une balle pour sa mitraillette, pouvait la demander à un tchèque ou à un allemand de l'Est car l'armement était le même, il y avait une harmonisation de l'armement.

Je pense également que pour ce qui est de la défense européenne, nous avons besoin — et c'est là que le poil se hérissé car chacun veut garder sa prérogative — que les services de renseignements européens se mettent à travailler vraiment ensemble. Cela permettrait que nous ayons une vraie identité du renseignement. En effet, la défense passe d'abord par le renseignement. Si nous n'avons pas le renseignement, nous n'avons pas de défense.

➤ Je te laisserai la politique de voisinage, Philip !

➤ Pour ce qui est de la diplomatie, il faut savoir que l'Union européenne possède 169 ambassades dans le monde. Je suis allé à l'ambassade de Sofia — à l'époque où la Bulgarie n'était pas encore membre — à celle de Bamako au Mali, à celle de Washington, de Moscou. Ces ambassades ont des missions très particulières. D'abord, bien sûr, elles ont pour mission la relation du pays avec les institutions européennes mais elles doivent surtout développer des politiques européennes.

Tout à l'heure, Philip évoquait le problème de l'immigration.

- La politique de l'Union européenne au Mali c'est d'abord d'aider à la fabrication, à la création, à la structuration de routes au Mali. Ensuite, c'est développer une politique qui arrive à empêcher les Maliens de rejoindre la Mauritanie pour monter sur des barques, tenter de traverser l'océan et mourir en mer avant de rejoindre l'Espagne. La politique européenne au Mali vise à convaincre les Maliens que cela ne fonctionnera pas et à créer sur place des structures permettant aux Maliens de rester chez eux. C'est aussi par exemple l'information concernant le SIDA.

- Aux Etats-Unis d'Amérique, la politique européenne consiste à convaincre les jeunes latinos de venir étudier en Europe, de faire Erasmus Mundus. En effet, ce sont eux qui vont former la génération montante des Etats-Unis d'Amérique, ceux qui viennent de Cuba, de Porto Rico, du Mexique. Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui aux Etats-Unis d'Amérique de plus en plus de juges de la Cour suprême ont des noms espagnols, que nombre de généraux de l'armée américaine s'appellent Gomez, Sanchez, Ramirez et que l'on suppose que puisque Barack Obama est Président des Etats-Unis d'Amérique peut-être que dans dix ans le Président ou la Présidente portera un nom latino. Les latinos gagnent de plus en plus de terrain aux Etats-Unis. En Europe, nous nous disons que dans quinze, vingt ans, si le Président ou la Présidente américaine aura étudié en Europe et bien il/elle saura ce qu'est l'Europe.

- En Russie, qui est le pays le plus grand au monde, les missions de l'Union européenne sont très spécifiques et concernent le combat contre le trafic d'organes, le trafic d'êtres humains ou la prostitution. Une des missions consiste à retrouver ces femmes, kidnappées dans des régions russes et retrouvées sur les trottoirs européens, de les ramener en Russie avec une aide psychologique, médicale et de les réinstaller chez elles en leur fournissant du travail, en développant des mini-entreprises avec du micro-crédit.

Ce sont toutes les missions européennes des ambassades et c'est le côté diplomatique de l'Union.

P. TURLE.- Je vais vous parler de l'Union pour la Méditerranée, qui est quelque chose de très important et d'actualité. C'est un projet, proposé par Nicolas Sarkozy, pour se rapprocher des pays de la Méditerranée de l'Albanie jusqu'à la Syrie en commençant avec le Maroc. Le but est de renouer des relations plus proches sur beaucoup de projets comme l'échange des ressources naturelles, l'énergie renouvelable, les relations diplomatiques, etc. Deux ou trois choses ont posé problème.

- La première est que le Président libyen, le colonel Kadhafi, n'est pas du tout d'accord avec cette idée et cette Union se fait donc pour le moment sans lui.

- La deuxième c'est que beaucoup de gens n'ont pas du tout été d'accord sur le fait que la Syrie intègre une partie de cette Union pour la Méditerranée. En effet, la Syrie était toujours considérée comme un pays donnant libre accès aux terroristes souhaitant s'installer chez elle.

L'argument en sa faveur est que la Syrie, qui n'a pas de relation diplomatique avec Israël — également membre de l'Union pour la Méditerranée — aurait peut-être une occasion de renouveler leurs relations. Il fallait donc que la Syrie en fasse partie. Pour le moment, il paraît que les choses vont dans le bon sens, c'est-à-dire remettre la Syrie sur le plan international et pour que ce pays dégèle un peu ses relations avec Israël. Un autre point positif concernant cette Union pour la Méditerranée — point très important mais qui a montré ses limites jusqu'à maintenant — c'est sa capacité à intervenir dans le conflit israélo-palestinien. Vous vous souvenez tous, l'année dernière, du bombardement de Gaza. Normalement, si l'Union pour la Méditerranée avait joué son rôle comme il aurait fallu et comme nous l'espérions au début, nous aurions pu éviter cette situation qui a été effroyable et qui a duré beaucoup trop longtemps.

Il existe un autre enjeu concernant l'Union pour la Méditerranée, c'est la Turquie qui fait toujours débat dans l'Union européenne. Il y a ceux qui sont pour et ceux qui sont contre. Il y a ceux qui disent que la création de l'Union pour la Méditerranée est une façon pour Nicolas Sarkozy de créer un partenariat spécial avec la Turquie car, depuis le début, il n'a absolument pas caché son hostilité à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Il existe un problème de désaccord entre Nicolas Sarkozy d'un côté qui ne veut pas de la Turquie et d'autres pays de l'Union européenne comme la Grande-Bretagne par exemple et aussi les Etats-Unis de l'autre côté qui aimeraient bien que la Turquie en fasse partie.

Quel est le problème avec la Turquie ? Si nous l'intégrons dans l'Union européenne, ce serait peut-être un formidable outil pour renouer des relations difficiles avec des pays musulmans avec lesquels nous avons un certain problème à l'Est. La Turquie, étant un pays à majorité musulmane, peut éventuellement nous aider à avoir des relations avec ces pays-là. Si nous n'intégrons pas la Turquie, que va-t-il se passer ? La Turquie va se dire que l'Union européenne ne veut pas d'elle et que finalement elle a plus d'affinités avec ses voisins et elle va se rapprocher d'eux. Et nous aurons plus de problèmes à la porte de l'Europe que nous n'en avons aujourd'hui. C'est un grand débat qui est difficile et peut-être que d'ici là, l'Union pour la Méditerranée pourra proposer ou offrir une sorte de solution d'ici la fin des négociations. Comme vous le savez, les négociations concernant l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne sont loin d'être terminées et pour le moment elles ne démarrent pas très bien.

L'Union pour la Méditerranée est une très bonne idée qui a, cependant jusqu'à maintenant, montré ses limites.

JM. LAMARQUE.- Je vais parler de la Turquie car je suis également spécialiste des Affaires gréco-ottomanes. Bien évidemment, l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, ce n'est pas fait !

P. TURLE.- C'est 2020, je crois.

JM. LAMARQUE.- Même 2030, et encore ce n'est peut-être pas la peine de donner une date.

Lorsque nous avons créé l'OTAN en 1949, nous l'avons fait pour nous prémunir de l'Union soviétique. L'Union soviétique c'était l'Ukraine, la Crimée, la Georgie, c'était la mer Noire avec la Roumanie, pays allié de l'Union soviétique. Les Américains et les Européens voulaient contrôler cette rive de la mer Noire. Qui y avait-il en face ? La Turquie ! Ils ont donc demandé à la Turquie — ancien allié ottoman de l'empire Allemand qui avait déjà cette honte sur le dos et après allié *philosophico* sans être belligérant du Troisième Reich — d'entrer dans l'OTAN et de contrôler l'Union soviétique. Les Turcs ont très bien joué leur rôle. Il ne faut pas oublier que la Turquie est, en puissance, la deuxième armée de l'OTAN. Je vous rappelle qu'il y a dans l'OTAN les Etats-Unis, le Canada, la Turquie et que le reste ce sont des pays européens. L'OTAN a bien profité de l'entrée la Turquie : il y a accosté des navires de guerre, il y a atterri des avions de guerre, des troupes l'ont traversée. Nous payons toujours la facture... Nous abîmons donc nous payons la facture mais nous en profitons ! Et puis en 1963, De Gaulle et Adenauer — nous ne savons pas ce qui s'est passé — font une grande déclaration en disant qu'un jour la Turquie sera un membre de l'Europe. En 1963, vous imaginez ce que cela peut donner ! Le problème est que les turcs attendent depuis 1963 et ils se demandent pourquoi l'Union européenne ne s'occupe pas d'eux et quel est le problème. Il existe trois problèmes :

➤ le premier, c'est la question arménienne. Avant de parler de religion, c'est le massacre arménien. On dit massacre, on dit génocide, c'est 1915 et c'est le problème de la reconnaissance du génocide, du massacre arménien ;

➤ le deuxième problème c'est Chypre, vous le savez. La partie nord de Chypre est membre de l'Union européenne, toute l'île de Chypre. Sauf qu'aujourd'hui, il n'y a que la partie sud qui est membre de l'Union c'est-à-dire la République de Chypre. La République turque de Chypre n'est reconnue que par Ankara et n'a pas de reconnaissance internationale. Cela pose toujours problème. De plus, la Turquie a signé une union douanière avec l'Union européenne qui lui demande de reconnaître Chypre, c'est-à-dire de faire la réunification. Cette réunification risque d'arriver très vite pour des raisons qui ne sont pas du tout politiques mais humaines. Depuis trois mois, Chypre n'a plus d'eau. Je reviens de Chypre où j'ai vu le responsable du ministère de l'Eau qui m'a dit qu'il n'y aurait plus jamais d'eau à Chypre parce que les barrages et le sous-sol étaient à sec. Désormais, il faut amener de l'eau à Chypre par bateaux grecs. Faire de la désalinisation qui demande beaucoup

de travail et d'argent. Chypre se trouve à 70 kilomètres de la Turquie qui a, vous le savez, des fleuves vraiment importants. La seule solution est de faire un « pipe-line » entre la Turquie et Chypre pour que Chypre ait tous les jours de l'eau. C'est cette solution de l'eau qui amènera la reconnaissance de Chypre et qui permettra, enfin, de résoudre le problème turco-chypriote ;

➤ le troisième problème est un problème sous-jacent, dictatorial et ce depuis que la Turquie est une république. Nous savons que depuis la mort de Mustafa Kemal Atatürk avant la Seconde Guerre mondiale — celui qui a fait la laïcité — dès que cela ne va pas en Turquie il y a un coup d'Etat. L'armée reste dix ans, car elle est le garant de la laïcité, et ensuite elle redonne le pouvoir aux laïcs et aux civils. Quand cela ne va plus, l'armée reprend le pouvoir. C'est le consensus démocratique, c'est la création de la démocratie.

Pour répondre à ces questions.

➤ Pour ce qui est de la question arménienne, un journaliste arménien a été assassiné cette année en Turquie. Il existe un vaste mouvement d'intellectuels Turcs pour la reconnaissance du génocide arménien. Un site Internet fonctionne désormais en Turquie et accueille de plus en plus d'adhérents. Il y a de plus en plus de connexions pour dire « pardon » aux Arméniens. On est sur le chemin de la réconciliation. C'est le début mais pas la fin. Il y a une rencontre de football entre la Turquie et l'Arménie et le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, est allé en Arménie pour cette rencontre.

➤ Concernant la question de la dictature. Des forces occultes turques en faveur de dictatures ont toujours existé en Turquie. On les appelle les « Les Loups Gris ». Il existe une légende turque racontant qu'une louve grise a guidé les peuplades turques — vivant dans les montagnes — vers la plaine pour créer la Turquie. C'est la raison pour laquelle ce groupe extrémiste se nomme « les Loups Gris ». Depuis un an en Turquie, il existe un mouvement pour la démocratie, pour que la Turquie soit vraiment un Etat libre. Enfin les procureurs et les juges turcs ont décidé de mener des actions contre ceux qui ont toujours fait des attentats, qui ont voulu renverser le régime et aller beaucoup plus loin pour la dictature. Aujourd'hui, des généraux, d'anciens ministres, des gens très importants se retrouvent en prison. Un vaste mouvement se met en place en Turquie vers une démocratisation de la Turquie, autant pour l'Arménie et Chypre que contre les dictats. Ce n'est pas fini, ce n'est que le début. C'est la réalité turque.

➤ Pour ce qui est de la religion. La Turquie est un peuple musulman et non arabe. Les Turcs sont un peuple d'Asie Mineure. Il est vrai qu'à l'époque ottomane, les Turcs écrivaient en caractères arabes mais cela restait du turc. C'est Atatürk qui a lancé en Turquie cette création de l'alphabet latin pour mettre le turc en alphabet latin.

En quoi consiste la question musulmane ? Je dis que le problème de la Turquie n'est pas la question de la religion musulmane parce que je ne sais pas quel islam est dangereux. Est-ce l'islam turc ou celui de nos banlieues ? Lorsque je me trouve à Istanbul et que j'entends le muezzin faire l'appel à la prière, je continue à boire tranquillement mon verre et mes amis turcs poursuivent la discussion avec moi. Je fais les courses toutes les semaines chez Auchan, je suis un citoyen comme les autres. Pourtant, je trouve parfois plus dangereuses certaines personnes qui n'habitent pas loin de chez moi qui portent des foulards et des grandes barbes que les gens que je rencontre en Turquie. Je ne veux pas juger, seulement il faudra bien s'occuper des Balkans. Les peuples des Balkans sont des européens. Les Croates sont des européens catholiques, les Serbes sont des européens orthodoxes, les Slovènes — désormais dans l'Union européenne — sont des européens, les Kosovars sont des européens. En revanche, la Bosnie-herzégovine et l'Albanie ont des peuples musulmans mais ils sont européens ! Ils sont devenus musulmans parce qu'ils ont été occupés par les Ottomans et ont donc basculé dans la religion ottomane. A l'époque, au XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècle, certains hommes basculaient dans la religion ottomane car ils pouvaient avoir plusieurs femmes. Désolé Mesdames, mais c'était une réalité ! Qu'allons-nous faire avec les Albanais et les Bosniaques ?

Pour moi, la question n'est pas de savoir s'il faut que la Turquie soit ou non dans l'Union européenne. Nous nous poserons la question dans trente ans. Je dis qu'aujourd'hui, il faut poursuivre les négociations avec la Turquie. La Turquie est dirigée par l'AKP, un parti dit islamique-moderé. Abdullah Gül en est le Président, Recep Tayyip Erdoğan le Premier ministre. Pour l'instant, c'est un parti qui a eu l'autorisation par la Cour constitutionnelle de continuer à faire ce qu'ils ont fait. Pourquoi ? Tout simplement parce que la partie laïque de la Turquie est aujourd'hui coupée en deux : il y a les vrais laïcs qui sont des démocrates et les faux laïcs qui veulent une dictature militaire. Rien n'est réglé en Turquie.

Aussi, faut-il continuer à négocier et à travailler avec les Turcs et ce pour deux raisons :

➤ D'abord pour leur apprendre ce qu'est la démocratie. Les dernières élections nous ont montré que les campagnes n'étaient pas *terribles*. Il faut savoir qu'en Turquie, les cinq premiers investisseurs économiques sont les européens, les premiers étant les Néerlandais. Les Français sont les cinquièmes, nous avons une chambre de commerce franco-turque qui *marche du tonnerre*. L'usine Renault fonctionne très bien.

➤ Ensuite parce que c'est le pays qui a les pires voisins au monde ! Il a une frontière avec la Syrie, l'Irak, l'Iran et le Caucase. Vous savez ce que veut dire le Caucase : la Tchétchénie. Dire que les Turcs ne rentreront pas dans l'Union européenne me semble être une erreur comme de dire qu'ils vont y entrer ! Le mieux pour le moment est de travailler avec eux. Ils peuvent devenir un partenaire privilégié.

La Turquie n'est pas encore structurée. Lorsque vous vous trouvez à Istanbul ou à Izmir, tout est merveilleux. Ce n'est pas le cas en Anatolie où il reste encore beaucoup de travail ! Plus vous allez vers l'Iran, l'Irak, le Kurdistan, etc. plus il y a du boulot ! Il ne faut pas aller trop vite, il faut tout simplement prendre en compte la Turquie et travailler avec. Il ne faut surtout pas l'ignorer car nous avons besoin d'elle. En effet, nous avons des pays européens aux bords de la mer Noire, qui reste une zone qu'il faut une fois de plus gérer. L'actualité a toujours une histoire. Il ne faut jamais oublier l'histoire mais il faut travailler dans le futur.

Applaudissements

P. GESSANT.- Après ces échanges très riches, je suis sûre que vous avez des questions. N'hésitez pas à poser des questions, si possible courtes, pour que nous puissions en prendre beaucoup.

INTERVENANT.- Je voudrais demander à Monsieur Turle pourquoi les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont pour l'entrée de la Turquie ? Est-ce uniquement une question de politique ?

P. TURLE.- Les Anglais sont pour que la Turquie entre dans l'Union pour la raison que José-Manuel vient d'évoquer : à cause des relations difficiles que l'Europe a avec ses voisins immédiats. Les Anglais pensent que c'est mieux d'avoir la Turquie dans l'Union européenne, même d'ici là en tant que partenaire privilégié, car il vaut mieux qu'elle soit avec nous que contre nous. Imaginez si elle était contre nous et qu'elle était avec ses voisins, ce serait encore pire ! C'est très facile d'avoir un épouvantail en disant que si la Turquie entre dans l'Union, comme c'est un pays musulman, nous aurons tous les musulmans qui viendront s'installer en France, en Grande-Bretagne comme nous le disions pour le Portugal et l'Espagne. C'est une autre issue. Je ne suis pas du tout convaincu que les Turcs aient envie de quitter la Turquie pour aller s'installer ailleurs dans l'Union européenne. Les Anglais souhaitent ce partenariat privilégié pour cette raison stratégique de la position de la Turquie, pour ces raisons diplomatiques de pouvoir négocier avec ces pays, d'avoir un poids et une face à ses voisins pour pouvoir être encore plus proche de l'Union européenne et en l'occurrence des Etats-Unis.

INTERVENANT.- Vous employez les termes « partenaire privilégié » et non pas « entrée » !

P. TURLE.- Pour le moment, ce n'est pas encore un partenaire privilégié.

JM. LAMARQUE.- C'est bien cela le problème !

P. TURLE.- Nous nous dirigeons davantage vers un partenariat que vers un membre à part entière de l'Union européenne. Depuis 1963, la Turquie est candidate pour devenir membre de l'Union européenne. Avec tous les problèmes qu'il y a à régler dans ce pays, il est vrai que les négociations sont mal parties et sont mal en point. C'est très loin avant que la Turquie n'entre. Ce n'est pas du tout dans les dix ou vingt ans qui viennent !

JM. LAMARQUE.- Non, pas du tout !

P. TURLE.- Souvent, nous entendons que la Turquie va peut-être devenir membre de l'Union européenne, comme si d'ici un an ou dix-huit mois la Turquie allait rejoindre l'Union européenne ! Il faut bien expliquer que la Turquie est candidat depuis plus de quarante ans mais que ce n'est pas demain que ce pays deviendra membre de l'Union européenne. La pire solution pour moi c'est que nous disions à la Turquie : « *finalement c'est terminé, nous ne voulons plus de vous et vous n'avez même pas le statut de partenaire privilégié* ». Il faut continuer à négocier et à travailler avec eux pour stabiliser ce pays. Ensuite, éventuellement, nous verrons dans un avenir lointain s'il est possible que ce pays vienne rejoindre l'Union européenne, mais ce n'est pas pour demain.

JM. LAMARQUE.- Pour qu'un Etat entre dans l'Union européenne il existe déjà un premier sas qui est le Conseil de l'Europe, première institution européenne créée en 1949 avec le Parlement européen d'ailleurs. C'est la première étape qui consiste à apprendre ce qu'est l'Europe, le jeu démocratique, etc. Après, il faut intégrer dans son propre pays l'acquis communautaire, c'est-à-dire le droit, les règles, les règlements et les directives. A l'heure actuelle, cela représente 120 000 ou 140 000 pages de droit. C'est énorme. Cela prend généralement une bonne dizaine d'années pour intégrer l'acquis communautaire dans son propre pays pour après être un Etat membre de l'Union européenne.

P. TURLE.- Vous avez comme exemple le cas de la Roumanie.

JM. LAMARQUE.- L'adhésion de la Roumanie a demandé une dizaine d'années.

P. TURLE.- La Roumanie est entrée en 2004 dans l'Union européenne mais elle s'y préparait depuis 1989, après la chute du régime Ceausescu. Cela a pris quinze ans tout de même !

JM. LAMARQUE.- Il y a un Etat au monde qui intègre dans son droit national tous les règlements, les directives et le droit européen dès qu'ils sortent, c'est la Norvège. Pourquoi ? C'est le pays le plus riche de l'Europe, mais les Norvégiens ont peur de l'Islande. Ils disent toujours que le jour où les Islandais entreront dans l'Europe ils y rentreront aussi car ils ont peur que les Islandais leur prennent la pêche ! Le droit norvégien est du droit européen pur et simple !

La Turquie n'en est pas du tout à intégrer l'acquis communautaire. Nous sommes en négociation. Il faut dire la vérité sur la Turquie. La Turquie est un pays d'Asie Mineure, intégrer Istanbul, Izmir et sa religion ne pose aucun souci ! Le problème concerne l'Anatolie, les frontières irano-irakiennes, les kurdes. Pour moi, la fin des négociations aboutissant à une décision — qui pourrait être « *vous êtes Etat membre, vous êtes prêt à rentrer et vous reprenez encore dix ans sur l'acquis communautaire ou vous n'êtes pas prêt à rentrer mais vous travaillez encore dix ans pour être un partenaire privilégié* » — ne se fera pas avant 2030, date symbolique puisque ce sera le centenaire de la République turque. Avant 2030, ce n'est pas possible ! Cela ne sert à rien de dire « oui, non, peut-être ». L'ambassadeur de France à Ankara a pris beaucoup de notes en expliquant que les Turcs ne fonctionnent pas comme cela. Le turc avec le couteau entre les dents n'existe pas.

Nous ne sommes pas dans les mêmes vibrations et les Turcs ne travaillent pas de cette façon ! Depuis 59 ans, regardez le temps que nous avons mis, ne serait-ce qu'entre Allemands et Français, pour savoir travailler ensemble. Ennemis, nous avons su faire, mais travailler ensemble, c'est plus compliqué.

On croit souvent que le peuple le plus proche des Français sont les Espagnols ou les Italiens car ils sont un peu nos cousins. Je dis que le peuple le plus proche des Français sont les Anglais ! Je suis de Bayonne, qui a été occupée par les Anglais pendant des siècles et on trouve dans la cathédrale de Bayonne tous les blasons du Royaume-Uni ! Nous sommes beaucoup plus proches des Anglais que ce que nous pouvons penser. Pourquoi ? Parce que nous nous sommes toujours *foutus sur la gueule*, nous sommes les seuls à jouer au rugby en Europe, maintenant les Italiens ne jouent pas trop mal. Nous avons quasiment les mêmes réflexes : nous sommes aussi prétentieux, aussi imbus de nous-mêmes.

P. TURLE.- Nous avons également de très bonnes équipes de football !

JM. LAMARQUE.- Nous sommes aussi mauvaise langue. Lorsqu'un Anglais et un Français *se foutent sur la gueule* il n'y a pas de problème. S'il y a un troisième qui vient s'en mêler vous avez le Français et l'Anglais contre lui parce qu'il se mêle de ce qui ne le regarde pas ! Nous sommes très proches, même au niveau de la langue. Guillaume le Conquérant en 1066, bataille d'Hastings, est devenu roi d'Angleterre. Il a y a beaucoup de français dans la langue anglaise et nous ne le disons pas suffisamment. Je dis que nous sommes beaucoup plus proches des Anglais que ce que nous croyons !

Il a fallu apprendre à travailler ensemble, avec les Allemands, les Italiens, etc. même encore aujourd'hui ! Essayez de travailler avec des Italiens ! Si vous appelez à Rome à 10 heures, personne ne répond car ils prennent le café ! Vers 16 heures, c'est la même chose parce qu'ils viennent de changer de boulot et qu'ils vont à leur deuxième travail ! Les Espagnols c'est pareil : à 14 heures ou 15 heures, ils déjeunent. Il vaut mieux appeler vers 8 heures ou 7 heures du matin car ils sont déjà au travail mais attention à 10 heures ils prennent le petit sandwich parce que la journée va jusqu'à 20 heures. Essayez de travailler avec un Finlandais, il y a ceux du Nord et ceux du Sud ! C'est compliqué chez eux !

Pour les Turcs, c'est pareil. Il faut d'abord les rencontrer, apprendre à travailler et à vivre avec eux, comprendre comment fonctionne la pensée turque. Pour chaque pays intégré dans l'Union européenne, il a fallu faire tout ce travail. Cela a pu se faire parce que des gens ont décidé de travailler ensemble.

Une Française, directrice commerciale d'une entreprise de jouets finlandais, me racontait qu'elle ne s'entendait pas du tout avec sa directrice finlandaise. Elle me disait que sa directrice voulait toujours l'emmener au sauna mais qu'elle n'y allait jamais. Je lui ai répondu qu'il fallait qu'elle y aille car, en Finlande, tout se traitait au sauna ! Chaque pays a des vibrations, une civilisation différente.

Il faut arrêter et cela m'énerve de secouer toujours l'épouvantail et de dire « *bon, on va mettre les choses sur la table !* » L'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne, ce n'est ni pour demain ni l'année prochaine. Nous y allons, nous discutons, les Turcs font du travail, nous en faisons aussi. Dire aujourd'hui la Turquie « oui ou non », je ne suis pas d'accord parce que cela ne sert à rien. En plus, c'est du temps perdu pour nous tous !

Applaudissements

INTERVENANT.- Monsieur Lamarque, vous avez évoqué la nécessité d'informer les citoyens sur l'Europe, qu'il y ait l'information en permanence de façon à ce qu'ils sachent ce que devient l'Europe au jour le jour. Il faut savoir que la TNT n'a toujours pas intégré Euronews !

JM. LAMARQUE.- La TNT, c'est la colle, je ne l'ai pas ! Sérieusement, je suis d'accord.

P. GESSANT.- Plusieurs candidats aux élections européennes ont saisi la ministre de la Culture pour lui demander de *préempter* une fréquence TNT — ce que peut faire le Gouvernement — afin de l'affecter à Euronews. A ma connaissance, il n'y a pas encore eu de réponse.

JM. LAMARQUE.- Je vais vous répondre. Vous avez raison, et vous avez raison non pas pour ce que vous croyez mais peut-être pour ce que vous ne savez pas ! Ce n'est pas votre faute et vous n'êtes pas coupable. Le jour où les responsables de l'audiovisuel, de la presse, de la radio, ce jour où ces grands patrons dits de presse se rendront compte que l'Europe existe, nous aurons fait un pas ! Nous aurons fait un grand pas.

P. TURLE.- Je suis tout à fait d'accord avec ce que tu dis.

JM. LAMARQUE.- Prenons l'audiovisuel français. Combien y a-t-il d'émission sur l'Europe ? Vous avez les Transeuropéennes pour France Inter ; le Zoom Europa sur ARTE ; les Européens de Véronique Auger sur France 3. Basta ! Pour 65 millions d'habitants, je trouve cela très grave. Ce n'est pas de la responsabilité du journaliste car il est obligé d'obéir à un patron. Quel patron décide de faire de l'Europe ? Libération faisait un Cahier Europe qui était génial, qu'est-il devenu ? Ses créateurs ont créé Rue89, le site Internet. Lorsque les patrons ne veulent pas traiter l'Europe dans la presse, ils disent que c'est parce que l'Europe est partout dans le quotidien et qu'on en fait tout le temps ! Il faut faire comprendre aux patrons que l'Europe existe.

Le souci dans notre émission est de montrer la réalité des Européens. Nous nous voyons une fois par mois avec P. Turle pour l'Europe à la Une qui est le grand débat des correspondants européens. Souvent, Les reportages portent sur les capitales mais les capitales régionales sont également importantes. Il faut montrer comment vivent les Européens, quels sont leurs soucis.

Nous avons fait trois émissions en Grèce. La première concernant les quarante ans du film Z car c'était historique. La deuxième portait sur la jeunesse qui s'est révoltée en novembre et décembre dernier dans toute la Grèce. D'ailleurs, ce n'est pas fini et cela va encore éclater ! La troisième concernait les trois familles à la tête de la Grèce. Depuis le départ du roi de Grèce — Constantin — en 1974, trois familles gouvernent le pays : la droite Kostas Caramanlis, la gauche Georges Papandreou, le centre Constantin Mitsotakis. Aujourd'hui, le Premier ministre s'appelle Caramanlis et l'opposant officiel Papandreou. En Grèce, si vous avez un poste gouvernemental, on est obligé de vous montrer les Affaires et vous touchez de l'argent. L'éternel opposant, qui fait toujours la mixité entre tout le monde, est Mitsotakis. Il est trop âgé, il ne peut pas être dans les Affaires. La ministre des Affaires étrangères s'appelle Dora Bakoyannis qui est la fille de Mitsotakis ! Quand y aura-t-il d'autres personnes qui viendront faire de la politique en Grèce ?

Pour revenir au sujet de la presse, il faut expliquer et montrer ce qu'est l'Europe et c'est de la responsabilité des patrons et non des journalistes. Nous avons beaucoup de chance à Radio France parce que faisons les chroniques européennes sur France Info. C'est de la responsabilité du patron et quelquefois aussi des politiques, peut-être pour dire aux patrons de presse qu'il serait temps de parler d'Europe.

P. TURLE.- Je suis d'accord sur l'ensemble de ce que tu dis. Cependant, dans le meilleur des mondes et si tout fonctionnait comme il fallait, nous n'aurions pas besoin de ces émissions pour parler de l'Europe. Nous en parlerions tout le temps dans toutes les émissions et dans la presse.

J'ai évoqué tout à l'heure le problème de l'actualité et de l'intérêt que les gens portent aux informations, la loi de proximité. Le problème de l'Europe est qu'elle est loin de notre vie quotidienne. Nous nous occupons de nos propres problèmes : les enfants, le chômage, la voiture qui a besoin de crédit, notre portefeuille, etc. L'Europe semble alors très loin, surtout lorsque nous

sommes à Paris ou à Salon-de-Provence alors que tout se passe à Bruxelles et à Strasbourg. Automatiquement la presse, les journalistes, les patrons de presse savent donc que l'Europe ne fait pas vraiment recette et publie donc les sujets européens en fin de journal ou pas du tout.

JM. LAMARQUE.- Et deux minutes en plus !

P. TURLE.- Deux minutes, si nous avons de la chance ! L'émission France Europe Express diffusée sur France 3, qui n'existe malheureusement plus, n'était pas trop mal et parlait d'Europe.

Cependant, je pense qu'on en parle plus que ce que l'on croit. Il faut acheter la presse dite de qualité. Vous trouverez tout de même des articles sur l'Europe dans le Monde, la Croix, les Echos. Si vous voulez vraiment savoir ce qui se passe, il faut acheter un journal national de qualité. Ecouter la radio ou regarder le 20 heures reste très sommaire. Bien sûr, il faut chercher les articles européens car ils ne font pas la Une et ne se trouvent ni sur la deuxième ni sur la troisième page mais vraiment à l'intérieur du journal en bas de page. C'est dommage.

En Grande-Bretagne c'est la même chose. Le seul journal qui en parle d'une façon correcte et régulière c'est le Financial Times. Les autres sont encore moins bien qu'en France. Même si l'information n'est pas *terrible* en France, elle est meilleure que dans d'autres pays de l'Europe.

JM. LAMARQUE.- Tu as raison. Il faut voir le nombre de correspondants qui se trouvent à Bruxelles. Pourtant, la presse française n'en a presque pas. TF1, par exemple, n'y a aucun correspondant comme RTL alors que France 2, France 3, Radio France en ont. Il en est de même pour la presse écrite. C'est différent en Allemagne. Quand nous avons moins de quarante correspondants à Bruxelles, la presse allemande en a 250. Je ne vous dirais pas le nombre d'Américains qui y sont, avec les techniciens c'est énorme. Nous sommes toujours mal représentés parce qu'il y a cette volonté de non-Europe.

P. TURLE.- Je ne suis pas d'accord, je ne pense que ce soit une volonté de non-Europe. Je pense que c'est parce que l'Europe n'intéresse pas les gens. Ce n'est pas que les patrons de presse ne veulent pas d'Europe, c'est qu'ils savent que cela ne fait pas vendre. Ils ne vont pas payer quelqu'un pour parler de quelque chose qui ne se vend pas. Ils paient donc quelqu'un pour aller à Berlin ou à Hong Kong, mais certainement pas à Bruxelles car cela endormira tout le monde. Je ne dis pas que c'est bien.

P. GESSANT.- C'est l'histoire de la poule et de l'œuf. On ne parle pas d'Europe parce que cela n'intéresse pas les gens mais si on n'en parle pas, cela ne les intéressera jamais. De plus, les journaux que vous citiez ne sont malheureusement pas ceux qui ont le plus de lecteurs.

P. TURLE.- Je trouve, pardonnez-moi de le dire, que vous avez une distribution de journaux archaïque en France ! Le plus choquant pour moi c'est lorsque je m'arrête dans une station service sur l'autoroute parce qu'il n'y a pas de journaux. Je peux acheter de vieux magazines emballés dans du cellophane datant de deux ans, une carte mais le journal non. Lorsque je vais en Province dans les petits villages, le Monde — qui sort le mardi à Paris — n'est disponible que le lendemain à midi. Pourquoi n'est-il pas disponible le mardi comme à Paris ? C'est tout de même un peu curieux. De même, il est très difficile de trouver des quotidiens nationaux comme Libération ou le Figaro en Province alors que ce sont des journaux qu'on pense trouver partout ! Il existe un gros problème de distribution de journaux.

De plus, je pense que les quotidiens régionaux, qui se vendent très bien en France, s'occupent davantage des problèmes régionaux que des problèmes européens parce qu'on sait que cela n'intéressera pas les gens.

JM. LAMARQUE.- C'est la raison pour laquelle nous voyons poindre l'Europe des régions. Je vais prendre le cas de la Catalogne, le Pays Basque, où les gens se disent que pour telle affaire ils ne vont pas aller en parler à Paris mais directement à Bruxelles. Il est vrai qu'il est plus

facile de rencontrer un fonctionnaire européen qu'un fonctionnaire français ! Prenez rendez-vous à Bruxelles, vous aurez une date beaucoup plus vite qu'à Paris. De plus à Bruxelles, il existe des cabinets de lobbying que les basques, les catalans ou les écossais paient pour qu'il défende telle politique régionale à Bruxelles. Ils la font d'abord passer à Bruxelles et ensuite ils la basculent dans les capitales. Même si on ne s'en rend pas compte, ce fonctionnement est aussi une action européenne.

Européens allez-y, prenez vos responsabilités et faites de l'Europe pour votre région ou votre ville. De toute façon ce sera bénéfique à tous. L'Arc Atlantique, qui est la réunion de toutes les régions de la façade Atlantique, fonctionne très bien ! De même pour la Conférence des Régions Périphériques Maritimes qui réunit toutes les régions ayant un fond maritime. Cela veut dire que l'Austro Botnie finlandaise — le golfe de Botnie qui sépare la Suède de la Finlande — travaille avec la Crète. Lorsqu'il y a eu des problèmes avec la Crète ce sont les Finlandais qui sont venus travailler avec eux, pas les Finlandais d'Helsinki mais ceux d'Austro-Botnie. C'est ça aussi l'Europe, c'est ce mouvement de gens qui décident de faire des choses ensemble.

P. GESSANT.- Je voudrais revenir sur le fait que l'Europe ne se vende pas. En France, le premier quotidien est Ouest-France. Il ne se passe pas une semaine sans que son édito ne traite d'Europe et vous y trouverez des articles concernant l'Europe quasiment toutes les semaines voire même plusieurs fois par semaine.

JM. LAMARQUE.- Parce qu'ils ont un bon correspondant européen.

P. TURLE.- Je ne dis pas que l'Europe ne se vend pas, je dis que beaucoup de patrons de télévision et de radio pensent que l'Europe n'est pas une priorité. Ils vont mettre l'Europe dans un journal parce qu'ils ont la place mais ils ne lui donneront que dix minutes dans un bulletin d'information à la radio et cinq ou deux minutes sur les titres des journaux télévisés.

J'ai fait beaucoup de chaînes de radio et l'histoire européenne n'est pas prioritaire sauf si M. Sarkozy va devenir Président de l'Union européenne. Si quelque chose se passe à Bruxelles ou qu'une législation va affecter la France, on n'en parlera pas. Ou alors, on en parlera six mois après, sauf s'il y a quelque chose de plus intéressant en France comme l'histoire entre Ségolène Royal et Martine Aubry qui va faire la Une parce que cela fait vendre. C'est malheureux mais cela fonctionne un peu de cette façon.

INTERVENANTE.- Nous avons vu, avec la table ronde, que le Parlement européen avait de plus en plus de pouvoir. Ainsi, d'un côté le Parlement européen a de plus en plus de pouvoir mais de l'autre, il y a de moins en moins d'électeurs. Peut-être que les médias en sont responsables. En ce moment, ils font une grande campagne de dénigrement concernant le taux d'abstention. Ils pourraient très bien utiliser ce temps d'audience pour parler de l'Europe comme nous le faisons aujourd'hui. Je trouve cela tout à fait navrant. J'en arrive à ma question : où en est ce projet que le 9 mai soit un jour férié dans toute l'Europe ?

JM. LAMARQUE.- Chère Madame, si vous voulez avoir la réunion des Anciens Combattants contre vous, vous avez gagné !

INTERVENANTE.- Je pense que ce serait une grande avancée pour la nationalité européenne.

JM. LAMARQUE.- Je suis d'accord avec vous. Ce que vous évoquez est un projet purement français. Nous avons le 8 mai qui est férié en France et nous ne pourrions pas dire que désormais le 9 mai sera férié à la place du 8 mai car toutes les associations d'Anciens Combattants réagiront. Ainsi, cela voudrait dire que nous aurions deux jours fériés, le 8 et le 9 mai, ce qui serait très lourd.

INTERVENANTE.- Il faut fêter la paix plutôt que la guerre !

JM. LAMARQUE.- Je suis aussi d'accord avec vous mais cela ne se fait pas comme ça. Je pense que l'affaire du 9 mai devrait venir d'une décision du Parlement européen et de la Commission.

Je suis prêt à fêter le 9 mai sans problème, seulement cela fait vingt ans qu'aux alentours du 15 février je suis convié à une réunion par le ministère des Affaires européennes — maintenant c'est le Secrétariat d'Etat aux Affaires européennes — ainsi que d'autres journalistes comme P. Turle, pour savoir ce que nous envisageons de faire le 9 mai. Nous en avons marre ! Il y en a ras-le-bol du 9 mai !

Le 9 mai est une décision politique. C'est la déclaration de Schuman et c'est donc aux députés, aux ministres et aux commissaires européens de prendre la décision de célébrer ou non le premier jour de l'Europe, le 9 mai 1950. Ce sera un vote à l'unanimité qui concernera tous les pays européens et qui décidera si nous fêtons ou non quelque chose. Cela fait des décennies que tout le monde essaie d'organiser quelque chose dans son coin. Que fait-on à Paris ? On chante la 9^{ème} Symphonie de Beethoven sur la place de l'Europe et on met des drapeaux dans les écoles, comme l'année dernière ! Pavel Fischer, ambassadeur de la République Tchèque à Paris, me disait qu'il en avait marre de chanter tous les ans place de l'Europe ! Non, le 9 mai mérite que ce soit festif, que ce soit vraiment la fête, qu'il y ait des bals, que les rues soient bloquées dans les grandes villes et les villages, que nous inventions, que nous créions et que nos politiques prennent enfin une décision. Je suis d'accord avec vous que le problème du 8 mai est un faux problème.

Concernant votre remarque sur les abstentions, là aussi, je suis d'accord avec vous. Il faut savoir qu'il existe un règlement du CSA pour l'audiovisuel français. Le journaliste de la télévision ou de la radio qui reçoit un candidat aux élections européennes a un quota de minutes à respecter. Si on reçoit M. Cohn Bendit et qu'il parle pendant 18 minutes et 30 secondes, il faudra que M. Bayrou parle durant 18 minutes et 30 secondes ! Cela se compte à la minute, à la seconde près et on fait le total pour chaque chaîne en disant « *attention, l'UMP a parlé plus que le PS et moins que le MODEM* » Ce sont des comptes d'apothicaire !

Je n'ai reçu aucun candidat, pourtant j'ai fait des émissions concernant les élections européennes en posant des questions sur des grands principes, sur l'état de l'union aujourd'hui avec M. Giuliani, Président de la Fondation Schuman. Ce soir à 19 heures 30 vous avez une émission sur les élections européennes d'une autre façon : comment cela se passe-t-il sur Internet avec les jeunes de CafeBabel ou avec le nouveau site Internet de Courrier International. Avant que la campagne ne soit lancée, nous avons reçu M. Lamasoure et Mme Trautman et beaucoup d'européens téléphonaient pour savoir comment cela allait se passer. A force d'être dans des carcans, nous n'avons pas envie !

Lorsqu'il y a eu le référendum, les anti-européens ont dit que toute la presse était pour le référendum. Maintenant que les élections arrivent, les pro-européens disent que la presse évoque toujours les abstentions. A un moment donné, il faut être clair ! C'est peut-être ce que nous sommes en train de faire en ce moment d'ailleurs ! Je suis très content d'être à Salon-de-Provence — si vous voyiez le temps qu'il fait à Paris ! — car c'est mieux de se parler cette façon.

Il faut dire à nos chers politiques que nous en avons marre, qu'il faut qu'ils prennent leurs responsabilités et qu'ils arrêtent leurs tripatouillages politiques ! M. Lamasoure voulait être numéro un dans le Sud-ouest mais il passe numéro trois, machin qui était numéro trois passe numéro deux et M. Toubon n'est plus là. Il y en a ras-le-bol. Nous sommes 500 millions d'habitants, nous connaissons une crise économique totale dont nous ne sommes pas sûrs d'en voir le bout, une pandémie nous pend au nez — pour l'instant elle commence à régresser grâce à la chaleur mais lorsque le froid va revenir, la pandémie sera bien là et nous aurons certainement des milliers de morts. — alors nos chers politiques il faut leur dire que le Parlement européen, c'est comme le reste : « *vous voulez y être, vous prenez vos responsabilités. Nous sommes prêts à travailler avec*

vous mais arrêtez de déconner les uns avec les autres ! » C'est ce que nous avons envie de leur dire !

Applaudissements

INTERVENANTE.- Vous parlez beaucoup de l'information et de la communication, est-ce que l'Europe ce ne serait pas surtout de la vivre ? J'ai eu la chance, il y a quelques années, de recevoir des groupes de théâtre européen, à l'initiative d'ailleurs de Nicole Helsly. Il y avait des troupes espagnoles, allemandes, anglaises et aucune ne parlait la même langue. Je les ai reçues chez moi. La discussion débutait en français, se poursuivait en allemand ou en espagnole et se terminait en anglais. Pourtant, tout le monde s'est compris ! C'étaient des jeunes européens qui se sentaient européens. On n'avait pas besoin de leur faire une information ou une communication.

Monsieur Lamarque, vous avez évoqué tout à l'heure le tsunami, n'y a-t-il pas eu une défection politique ?

JM. LAMARQUE.- L'Europe n'est pas responsable du tsunami !

INTERVENANTE.- Non mais il y a peut-être eu un manque d'Europe. On a vu les Français, les Allemands, les Anglais venir aider. Cependant, c'est l'arrivée des Américains qui a été significative. Ne manque-t-il pas quelque chose ?

JM. LAMARQUE.- Tout à fait, il manque ce que l'on appelle Europe Aide, qui n'est toujours pas créée. Le tsunami est un bon exemple mais je vais revenir en Europe.

Cela fait des années que nous avons des feux au Portugal, en Espagne et en Grèce. C'est dramatique d'ailleurs en Grèce. Aujourd'hui, la réglementation dit que pour que les pompiers européens viennent les uns chez les autres pour aider, il faut que ce soit le pays qui le demande. Alors tout peut brûler au Portugal, si le Premier ministre portugais ne demande rien, les autres ne peuvent pas venir. Pour la Grèce, il a fallu attendre que le Gouvernement appelle à l'aide. Il y a eu des canadiens de toute l'Europe et pas seulement de l'Union européenne puisqu'il y avait des canadiens croates.

Europe Aide est un projet qui a été mené par Michel Barnier consistant à faire de l'intervention. C'est-à-dire qu'on ne veut pas savoir si le ministre est d'accord ou non, on intervient car c'est pour le bien des populations. Il y a eu un événement politique extraordinaire, dommage que cela ait eu lieu à cause d'un séisme. Lors du dernier tremblement de terre d'Istanbul, le maire d'Athènes à l'époque, Avramopoulos — aujourd'hui ministre des Affaires sanitaires — a appelé le maire d'Istanbul pour lui dire que les grecs allaient venir les aider. C'était la première fois que les Grecs allaient voir les Turcs. Les occidentaux étaient à Istanbul pour aider mais d'un coup le ministre turc de la Santé a dit qu'il ne fallait pas que les Occidentaux touchent les Turcs car ils étaient chrétiens. Je mets de côté les Turcs, nous en avons parlé tout à l'heure.

Europe Aide, c'est agir et faire de l'intervention. Si le Parlement européen est prêt à le faire, si les députés sont prêts à voter et que nous créons Europe Aide, il n'y aura plus besoin de savoir si le Gouvernement de Monsieur ou Madame Machin est d'accord pour que nous intervenions. C'est ce qui s'est passé avec le Liban. Lors de la dernière attaque israélienne, beaucoup de Libanais sont partis se réfugier à Chypre, comme d'habitude, où il a fallu installer des camps d'accueil pour les Libanais. Le plus beau était celui des Américains car ils avaient tout ce qu'il fallait alors que les Européens ont traîné. Il nous faut une entité d'intervention qui s'appelle Europe Aide. Nous ne l'avons toujours pas, je suis d'accord avec vous.

Concernant le théâtre, je suis également d'accord avec vous. Vous c'est le théâtre, moi c'est la musique. Il est vrai qu'avec une participation musicale, que l'on soit Lithuanien, Britannique ou Grec, on se comprend toujours.

P. TURLE.- J'irai plus loin que ça. Comme le disait José-Manuel tout à l'heure, l'Union européenne n'a que 59 ans et ce n'est rien dans l'histoire du monde. Les générations qui ont créé l'Union européenne ont connu la guerre, la faim, les combats. Pour surmonter tout cela, devenir ami et tourner la page, il faut plusieurs générations. Aujourd'hui, lorsque vous regardez les jeunes qui voyagent en Europe, qui font InterRail, qui ont envie d'apprendre les langues — pas toutes mais une partie — on se dit que c'est peut-être cela l'avenir de l'Europe. Il y a une volonté d'aller à la rencontre de son voisin, d'aller voir quelle la culture de l'autre côté de la frontière et c'est très important.

Moi qui connaît très bien l'Europe, qui ai grandi en Grande-Bretagne et qui vis en France depuis une vingtaine d'années, je me sens beaucoup plus chez moi en Europe — que ce soit en France, en Italie, en Espagne, en Roumanie, même — qu'aux Etats-Unis dont je partage pourtant la langue.

C'est formidable quand on pense que c'est cet ensemble de pays que, petit à petit, nous sommes en train d'harmoniser. Il existe encore des querelles et de gros problèmes à surmonter. Europe Aide est un très bon exemple des limites de l'efficacité de l'Union européenne, comme le plan militaire, le plan social, le plan sur les immigrations. Cependant, nous constatons que petit à petit nous allons dans le bon sens. C'est peut-être un espoir pour l'avenir que les jeunes vont finalement se rendre compte de ce qui a été créé pour eux, par leurs parents, leurs grands-parents ; qu'ils ont une formidable chance et qu'il faut continuer à bâtir quelque chose d'encore plus grand.

JM. LAMARQUE.- Je suis d'accord mais il ne faut pas oublier qu'il faut également réformer. Lors d'une réunion des ministres des Finances européens, le Président en fonction de l'Union européenne, Nicolas Sarkozy, a demandé qu'un expert entre dans la salle pour donner son avis sur un point très important. On lui a répondu que ce n'était pas possible car la salle ne comportait que trente places et que c'était le règlement ! M. Sarkozy a dit « *je me fous du règlement, on est en pleine crise on a besoin de ce bonhomme là et la chaise, je vais aller la chercher moi-même !* » Cela prouve bien que nous avons besoin de réformes.

Lorsque je dis « qu'il n'y a qu'à » et « qu'il faut qu'on », cela nous concerne tous, vous, moi, Philip. Nous devons nous prendre par la main et nous demander si nous n'avons pas besoin de réformes au niveau européen.

P. TURLE.- Nous avons extrêmement besoin que le traité de Lisbonne soit ratifié par les Gouvernements, en commençant par l'Irlande.

INTERVENANTE.- Concernant l'harmonisation des juridictions pénales, sur qui faut-il compter pour faire avancer les choses ? Le Parlement européen ? La Commission européenne ? En effet, des juges ont fait des pétitions pour qu'il y ait une meilleure harmonisation.

JM. LAMARQUE.- Vous voulez parler des juridictions pénales comme le mandat d'arrêt européen par exemple ?

INTERVENANTE.- Oui, où alors financières.

JM. LAMARQUE.- Pour le pénal, c'est pareil, l'impulsion doit venir du Conseil des Chefs d'Etats et de Gouvernements. Il ne faut pas oublier que lorsqu'une directive est validée au Parlement européen, elle fait le tour des 27 Parlements européens pour revenir ensuite au Parlement européen et faire une directive. Je ne me trompe pas Madame Coustet ?

P. TURLE.- Nous attendons également avec impatience que les traces ADN soient disponibles sur le plan européen, ce qui est en cours de route. Dans le journal aujourd'hui, il y a eu l'histoire de ce tueur de la Nationale 20 qui a tué trois filles entre 1980 et 1983. Nous venons peut-être d'arrêter un suspect 27 ans plus tard grâce à l'ADN, qui n'existait pas à l'époque. Désormais, il

faut que nous allions plus loin, que nous ayons une police européenne — qui existe un peu — afin d'arrêter les tueurs et les bandits beaucoup plus rapidement. C'est un défi pour l'Europe.

Mme COUSTET.- Une simple remarque de juriste, de technicienne puisque c'est à ce titre que je suis présente aujourd'hui.

Tout ce qui concerne la coopération policière et judiciaire fait traditionnellement partie de ce qu'on appelait le troisième pilier. C'est un domaine dans lequel nous ne mettons pas en oeuvre les mêmes méthodes d'harmonisation que dans les autres domaines.

Vous avez des domaines en matière d'environnement ou de normalisation, comme avec les prises électriques, dans lesquels nous arrivons à prendre une décision à 27. Décision efficace et extrêmement démocratique :

- efficace, parce que nous avons la majorité qualifiée au Conseil et nous n'allons donc pas attendre que tous les ministres soient d'accord sur le texte ;
- démocratique, car nous avons la co-décision avec le Parlement. Nous allons donc avoir le même texte au Parlement et au Conseil, ce qui signifie qu'il y a transparence de la prise de décision. De plus, comme il y a également une politisation des débats au Parlement, nous avons en quelque sorte la méthode la plus efficace.

Nous avons jugé, dans le projet constitutionnel, que c'était cette méthode législative que nous devons appliquer en général, c'est-à-dire pour les domaines de compétence de l'Union. Or aujourd'hui, ce n'est toujours pas le cas car nous n'appliquons cette méthode que dans certains domaines. En effet, pour d'autres domaines la souveraineté des Etats est beaucoup plus chatouilleuse et importante. Aussi, nous prenons les décisions à l'unanimité et de ce fait, nous n'avons pas la co-décision avec le Parlement européen. Les décisions concernant la coopération judiciaire et policière se prennent encore à l'unanimité. Il faudra attendre la ratification du traité de Lisbonne pour que nous allions plus vite dans certains domaines.

Vous parliez des échanges de données concernant les tests ADN. C'est important car cela concerne les libertés. Il est absolument vital, si nous avons la majorité au Conseil sur ces questions, que nous ayons la co-décision avec le Parlement européen. Il faut qu'il y ait une transparence de la décision, que les médias puissent s'y intéresser, soulever le voile et qu'il y ait débat entre plusieurs conceptions sur ces questions, quelles soient anglo-saxonnes, continentales, etc. Il est important qu'il y ait à la fois une efficacité mais également une co-décision. Ce sera le cas mais qu'avec le traité de Lisbonne. Encore une fois, il n'est pas ratifié et donc pas en vigueur. Le Parlement que vous allez élire, si le traité de Lisbonne entre en vigueur, aura ces pouvoirs. S'il y a communautarisation de la décision entre le Conseil et le Parlement, à ce moment-là, il y a initiative de la Commission et co-décision Conseil-Parlement.

La différence entre une directive et un règlement se situe davantage à la fin du texte, dans la nature du texte. Le règlement n'est pas comme un règlement intérieur d'un club de football. C'est une vraie loi européenne qui s'applique de la même façon partout, mot à mot, sans transposition nationale. Au jour de sa publication, tous les pays appliquent la même chose. C'est un instrument juridique extrêmement contraignant et supérieur à la Constitution française. Nous avons besoin de règlements dans certains domaines comme dans la reconnaissance des points de retraite d'un travailleur allemand qui a terminé sa carrière en France. En revanche, nous faisons une directive pour des choses plus compliquées comme par exemple d'atteindre 20 % d'énergie renouvelable en 2020. Dans ce cas, nous faisons une directive, une loi-cadre, qui donne un objectif. Dans les trois ans, les Etats membres doivent se donner les moyens d'atteindre cet objectif. Cela ne veut pas dire qu'elle n'est pas obligatoire. Trois ans après, si jamais l'Etat membre n'a rien fait et qu'il n'a pas transposé la directive, nous pouvons lui demander des comptes. Concernant les 20 % d'énergie

renouvelable par exemple, nous faisons une directive pour laisser aux Etats membres le choix des moyens pour y arriver.

JM. LAMARQUE.- Merci Madame.

INTERVENANTE.- Est-ce que le Parlement européen a un pouvoir de contrôle sur l'exécution des directives ? Je prends l'exemple de la directive concernant les Services qui a beaucoup fait parler d'elle à un moment donné. Cette directive permet la mise sur le marché de certains services sauf ceux concernant la culture. Or, il y a une mise sur le marché de la gestion de la MJC à Aix-en-Provence. Comment peut-on contrôler cette adaptation d'une directive européenne déclinée ou interprétée de façon très personnelle par les élus locaux ? Le Parlement intervient-il ? Qui contrôle cela ?

Mme COUSTET.- Il y a la question de fond et la question du contrôle de forme. Le Parlement européen ne contrôle pas l'application des directives, c'est la Commission européenne qui le fait. La Commission initie, le Parlement décide avec le Conseil et après la Commission en tant que gardienne des traités va regarder si les Etats membres les applique bien. Elle ne va pas directement regarder à la MJC d'Aix-en-Provence mais elle va vérifier les législations de transposition. En gros, elle va regarder comment l'Etat français a transposé la directive « Services » en France. Elle va tout simplement examiner le texte ou alors elle va réagir sur la base de plaintes d'opérateurs privés ou d'associations. C'est le cas par exemple pour les associations de protection des oiseaux qui disent « *regardez la France marche sur la directive « Oiseaux ». La France donne des dates de chasse qui, comme par hasard, sont dix fois plus longues que dans les autres pays européens. On dirait que les oiseaux ralentissent lorsqu'ils passent au-dessus de la France !* » C'est le point de vue des associations de protection des oiseaux, je suis sûre qu'il y a peut-être des chasseurs dans la salle qui auront un autre point de vue. C'est simplement un exemple pour montrer le fonctionnement. Cette Commission qui est souvent mal aimée, nous en avons absolument besoin parce qu'elle est normalement indépendante des Etats et que si quelque chose ne va pas, c'est elle qui met en œuvre juridiquement. Evidemment, elle ne traîne pas les Etats devant la Cour de justice d'un claquement de doigt, il y a d'abord une négociation durant laquelle la Commission regarde pourquoi telle directive n'a pas été mise en œuvre, etc.

En ce qui concerne la MJC d'Aix-en-Provence, très franchement je ne sais pas si c'est en application de la directive « Services » ou si c'est tout simplement dû au fait que pour gérer maintenant dans le cadre d'une délégation de services publics on met en concurrence l'opérateur. C'est une question de transparence et je ne sais pas si c'est vraiment lié à la directive « Services ».

INTERVENANTE.- C'est présenté comme tel.

Mme COUSTET.- C'est peut-être un raccourci. Je ne peux pas trop vous répondre directement. Très franchement, nous n'avons pas besoin de la directive « Services » pour mettre en concurrence ou en transparence les gestionnaires de la délégation de services publics en France.

INTERVENANT.- Pour revenir en Provence, pouvez-vous m'expliquer comment est venue la proposition de la directive « Rosé ». J'ai entendu parler de certains groupes de pression bien français, est-ce vrai ou non ?

JM. LAMARQUE.- Je ne peux pas, très sincèrement, vous répondre. Vous répondre très franchement en vous disant que c'est une vaste *connerie*, oui. Je suis d'accord avec les Provençaux et les autres.

Je ne peux pas vous répondre, c'est encore un lobbying, c'est encore un groupe de pression. Quelle est la personne qui s'embêtait ce jour-là dans son bureau et qui ne savait pas quoi faire ? Je ne sais pas. Maintenant, je pense que cela fait un tel bruit, c'est logique et légitime, que cela m'étonnerait que nous en voyions le bout. C'est ce que je vous disais tout à l'heure, l'Europe c'est

bien parce que nous avons su faire des cadres politiques et nous avons su protéger le citoyen. Cependant, le coup du rosé, la taille du concombre et des oranges, je pense qu'aujourd'hui nous n'en avons plus besoin. C'est tout ce que je puis vous dire sur le rosé.

J'ai goûté ce midi votre rosé provençal qui est vraiment très bon.

P. TURLE.- L'histoire du rosé est une très bonne raison d'aller voter le 7 juin.

Applaudissements

P. GESSANT.- Pour terminer sur une petite note plus positive ou philosophique, on m'a demandé, le 9 mai, quels seraient les trois mots que j'emploierais pour définir l'Europe. J'aimerais vous demander la même chose. Trois mots pour définir l'Union européenne !

P. TURLE.- Avenir, Espoir, Solidarité.

JM. LAMARQUE.- Paix, Liberté, Solidarité.

Applaudissements

Remerciements

Pauline GESSANT

Secrétaire générale du Mouvement Européen France

Un grand merci à tous les deux pour ce message d'espoir. Si nous avions plus de journalistes qui seraient comme vous, je crois que nous parlerions davantage d'Europe dans les médias et que nous aurions certainement des citoyens plus européens. Si vous trouvez le moyen de vous cloner, n'hésitez pas ! Merci parce qu'être modérateur avec vous deux est une tâche vraiment très simple.

Merci à Isabelle Coustet d'être remontée sur la scène pour apporter ces précisions.

Merci au public d'être resté.

Merci beaucoup au C.E.I.S. d'avoir organisé cette semaine. Merci notamment à Nicole Helsly pour l'important travail qu'elle fait. Il est très important que des gens se mobilise, comme elle, pour faire vivre l'Europe.

Applaudissements

N'hésitez pas à aller regarder l'exposition en sortant et à prendre de la documentation si vous le souhaitez.

Je voulais vraiment insister sur le fait que c'est la fin de la conférence, la fin de la semaine « 7 jours pour l'Europe » mais certainement pas la fin de la mobilisation, notamment pour aller faire voter le 7 juin. Comme le disait tout à l'heure JM. LAMARQUE, l'Europe c'est vous !

J'espère que cette semaine vous aura fait répondre à cette question « subir et agir », que vous irez agir le 7 juin et que vous ferez passer ce message autour de vous parce que c'est notre responsabilité à tous de faire en sorte que nous construisions ensemble l'Union européenne.

Un grand merci et très bonne soirée à tous.